

2 Brèves

3 Après le temps des forêts, la filière-forêt-bois esquivé le temps du débat

4 **DOSSIER**

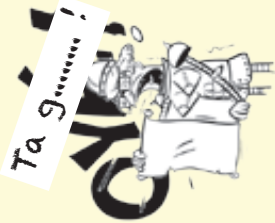
5 **Lettre ouverte à madame la préfète de la Creuse qui en a, et aux ados du plateau de Millevaches qui pensent en avoir.**

6 **Bon voyage Madame la préfète !**

7 **Jeudi 4 octobre 2018, 300 citoyens étaient rassemblés place Bonnyaud à Guéret à l’occasion du procès au tribunal correctionnel de Michel Lulek, accusé de “violences sur agent dépositaire de la force publique“ le 9 juillet devant la gendarmerie de Felletin à l’occasion du rassemblement de soutien à un jeune Soudanais que la préfète faisait mettre en rétention pour le renvoyer en Italie...**

8 **Etat et Citoyens : le dialogue impossible**

9 **“C’est vous qui avez versé le premier sang !“**



8 Vivre en commun(e) ?

9 “Producteur, c’est moche comme mot !“

10 Un passé très présent : encore un film sur Guingouin ?

11 **L’énergie, une affaire citoyenne**  
Des projets d’énergie renouvelable collectifs pour et par les habitants sur le territoire

12 **Un gîte pour vivre sa vie jusqu’à la fin**

13 Notre société contemporaine est traversée par une question qui interpelle les soignants, les institutions de santé, les collectivités locales, les familles des patients, la société toute entière. Elle concerne la fin de vie, l’euthanasie, le droit à mourir dignement. Et si, avant de parler de la mort, nous parlions ensemble de la vie ? L’association l’Arbre, née à Eymoutiers il y a tout juste un an, s’est donnée comme objectif la création d’une maison pour accueillir des personnes en fin de vie.

14 **Chronique : Migrants L’amour au temps de Dublin**  
**Émile à la montagne ou prenons un peu d’altitude**

15 **Chronique : Abécédaire du cyclisme limousin**  
**Notes de lectures**

16 Des groupements pastoraux pour remettre en valeur des terres abandonnées

Ici vos meilleures  
revendications  
pour 2019



INSUPPORTABLE  
PRÉSIDENT  
NETTEMENT  
SANCTIONNÉ

Bistrots d'hiver 2019 : demandez le programme

La vingtième édition des Bistrots d'hiver se déroulera tous les dimanches, du 12 janvier (samedi soir, ouverture à Flayat) au 31 mars. Pour l'occasion, l'association Pays'Sage a, comme de coutume, soigné le programme. C'est ainsi que Mathieu Bogaert se produira le 3 février à Nouzerines et la Java des Gaspards le 22 janvier au Petit-Breuil (La Courtine). Les apéro-tchaches aborderont des thèmes très variés, avec des intervenants qui sauront passionner le public. Les repas permettront aux auberges de montrer leur savoir-faire en faisant honneur aux produits et aux recettes du pays.

Renseignements et réservation : Pays'Sage, Espace Association Alain Fauriaux, 23260 Flayat / Tél. : 05 55 67 88 58 / Courriel : [contact@pays-sage.net](mailto:contact@pays-sage.net)



Histoire : à la recherche des morts de 14-18

Le centenaire de la guerre de 14-18 suscite une floraison de recherches et d'enquêtes historiques. C'est dans ce cadre que deux généalogistes passionnées, Brigitte Caloo et Christiane Burdin-Dubayle, ont rédigé un petit livre sur les quelques 103 hommes de Faux-la-Montagne qui ont perdu la vie durant le conflit, soit près d'un homme sur 8. Un travail de fourmi dont on peut discuter le titre un peu trop patriotique : "Les enfants de Faux-la-Montagne morts pour la France". Vraiment ?





La double ou la triple peine à perpète vous connaissez ?  
Le harcèlement moral ça vous dit quelque chose ?  
ou le chantage administratif peut-être ?  
et la diffusion de la haine  
ou le non-respect de la valeur humaine ?  
C'est le diktat d'une administration aveugle et bornée face à l'attitude citoyenne de la commune de Faux la Montagne !

Oups !



et en ayant les oreilles qui traînent, je pense que les mesures de rétorsion risquent d'être nombreuses envers la commune et les associations de Faux. Les administrations dépendantes du pouvoir de l'État obéiront à la vindicte préfectorale. Vous appelez ça comme vous voudrez, mais je trouve que c'est une attitude indigne et méprisable, digne d'une dictature de bas étage !



On va finir par regretter Sarko !

La question fondamentale qu'on doit se poser ; sommes nous toujours dans une démocratie génératrice de la déclaration universelle des droits de l'homme ? La réponse est NON, aux deux affirmations : démocratie et droits de l'homme ! Après la révolte les bonnets rouges, celle des gilets jaunes, nous aurons celle des slips en zinc... et je ne vous dis pas pourquoi...

Le rouge est toujours autorisé ou il faudra passer au blanc sec ?

m.bernard

Vous pouvez effectuer le règlement de votre abonnement en ligne en utilisant le compte **helloasso** mis à votre disposition sur notre site. Nous avons changé d'organisme de paiement en ligne, plus proche de nos valeurs. HelloAsso est la première plateforme de financement participatif dédiée aux associations et a été créé afin d'offrir à toutes les organisations la possibilité de se financer grâce au numérique via une solution complète, simple et gratuite.  
<https://www.helloasso.com>  
 Paiement sécurisé.



**L'abonnement est la meilleure solution pour soutenir IPNS et être sûr de bien recevoir tous les numéros !**

IPNS ne vit que par ses lecteurs et compte donc sur eux ! Votre abonnement est indispensable à l'existence du journal !

Tous les anciens numéros sont consultables sur notre site : <http://journal-ipns.org>

**Vous pouvez contacter IPNS en écrivant à l'adresse courriel suivante : [contact@journal-ipns.org](mailto:contact@journal-ipns.org) et nous suivre sur Facebook : <https://www.facebook.com/journal.ipns/>**






Trimestriel édité par l'association IPNS. Clin d'oeil à "Imprimé Par Nos Soins" que connaissent bien les associations, notre titre décline différemment ses initiales dans chaque numéro. Directeur de publication : Michel Lulek - 23340 Faux la Montagne.

Mise en page graphique, illustrations : Michel Bernard et Philippe Gady.  
Imprimerie : Rivet Presse Edition - Limoges, labellisée Imprim'vert.  
Commission paritaire : 1022 G 81 797 - ISSN : 1635-0278.

<http://journal-ipns.org>





**IPNS - Je m'abonne !**

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Abonnement pour 1 an (4 numéros), ordinaire 14 € ☐ , de soutien 20 € ou + ☐

Abonnement pour 2 ans (8 numéros), ordinaire 28 € ☐ , de soutien 40 € ou + ☐

Bon à retourner à : IPNS - 23340 - Faux la Montagne

# Après le temps des forêts, la filière-forêt-bois esquive le temps du débat

Le documentaire Le temps des forêts de François-Xavier Drouet est sorti dans les salles le 12 septembre, rassemblant plusieurs dizaines de milliers de spectateurs. Ce film interroge les transformations du monde forestier et de la filière bois, qui tendent de plus en plus à épouser le modèle agricole intensif productiviste. François-Xavier Drouet nous propose un retour sur les réactions que son film a suscitées, dans les salles et en dehors.

J'avais deux objectifs en réalisant ce film : sensibiliser le grand public aux enjeux de la gestion forestière d'une part, susciter un débat au sein de la filière forêt-bois d'autre part. Le premier objectif est plus ou moins atteint : le film a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de spectateurs et a reçu un large écho dans les médias nationaux. Près de 300 projections débats ont été organisées, devant des publics très variés, en zones urbaines comme au coeur de régions forestières. Des liens se sont tissés et plusieurs initiatives locales sont nées suite à ces rencontres.

### Levée de boucliers

Pour ce qui est de créer un débat chez les professionnels, c'est plus mitigé... Quelques jours avant sa sortie, le film a fait l'objet d'une levée de boucliers d'une partie de la filière. La Fédération Nationale du Bois (FNB) a publié un communiqué en réaction, dénonçant un film "à charge" et "négatif", sans prendre le temps de répondre aux questions posées par le film. Ce court texte a circulé en interne chez ses adhérents et sur les réseaux sociaux, avec même des appels au boycott du film de la part d'industriels piqués au vif. La coopérative Alliance Forêt Bois a elle carrément demandé à mon producteur d'être retiré du montage. Ces réactions ont malheureusement dissuadé bon nombre de professionnels de voir le film, craignant de se voir clouer au pilori... Une enseignante d'école forestière m'a ainsi confié s'être rendue à reculons à la projection. Elle est pourtant revenue sur son a priori au terme de la projection, reconnaissant que le film posait plus de questions qu'il n'apportait de jugements définitifs.

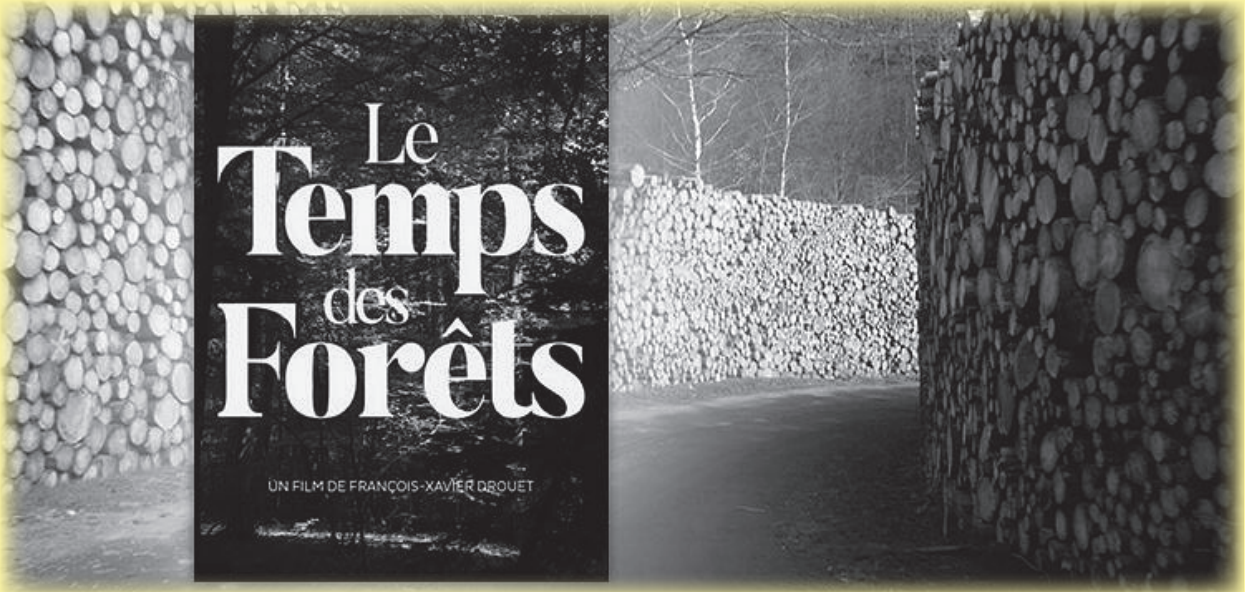
La réaction la plus épidermique est venue de l'interprofession France-Bois-Forêt', pour qui "les 440 000 professionnels de la filière, qui œuvrent, chaque jour, en forêt et au sein des entreprises de la filière sont blessés par certains raccourcis qui laisseraient à penser que nous faisons mal notre travail". Ce texte fait semblant d'ignorer que les critiques portées à l'industrialisation de la forêt sont formulées dans mon film... par des professionnels eux-mêmes !

En prétendant s'exprimer au nom de tous pour susciter un esprit de corps, les instances de la filière cachent les fractures en son sein, qui sont profondes. Comme me l'a écrit un gestionnaire : "Je pense qu'on est beaucoup de forestiers à être plus blessés par le sort qu'on réserve à nos forêts et par les compromis que ce monde fou nous demande de faire, que par le film ... Si les ténors de la filière voulaient bien voir ça en face on s'occuperait enfin des vraies blessures". J'ai ainsi reçu de très nombreux témoignages de soutien au terme des projections de la part de professionnels, du bûcheron jusqu'au scieur, même si tous n'épousent pas le point de vue du film dans sa totalité. Plusieurs salariés de coopératives forestières sont même venus me voir pour me dire le bien qu'ils pensaient du film, malgré les avis de leur hiérarchie. Celle-ci a-t-elle conscience de tels décalages ?

### Communication de crise

Autre instance prétendant parler au nom de tout le monde, Fransylva, se revendiquant comme le "Syndicat des propriétaires du Limousin", bien qu'il ne réunisse qu'à peine 6 % d'entre eux. Dans un communiqué savoureux, il justifie toutes les dérives présentées dans le film. L'utilisation des produits phytosanitaires en forêt ? "Nécessaire". L'explosion du bois-énergie ? "Une saine valorisation". La monoculture du douglas ? "Une bonne réponse". L'exportation de grumes en Chine ? "Valorisante". Quant aux effets négatifs de la mécanisation, on y lit que les nouvelles machines exercent moins de pression au cm² qu'un sabot de cheval ou même un pied humain... Cet argument rituellement seriné par la filière, basé sur une approche très partielle de l'impact sur le sol, a été démenti par plusieurs études² ... et par le bon sens.

Cette rengaine est pourtant reprise par l'Office national des forêts, qui a publié en interne des "éléments de langage" à destination de ses cadres et porte-parole, dans le cas où ils seraient interpellés au sujet du documentaire. Malmené dans le film par la voix de ses agents de terrain, l'établissement s'y livre à une véritable opération de communication de crise ! Le cas des dizaines de suicides de forestiers suite aux incessantes restructurations qui secouent l'office y sont ramenés à des "drames personnels" et "intimes", qu'il



est irresponsable "d'instrumentaliser". Ni responsables, ni coupables donc.

### Langue de bois

On l'aura compris, ces réactions officielles de la filière tiennent plus de la "langue de bois" que du débat raisonné. Qu'en a-t-il été des discussions en salles de cinéma? Elles ont souvent été très riches et révélé des positions plus nuancées que ces exercices de communication. Les séquences ayant fait le plus réagir les professionnels sont sans doute celles montrant les dégâts sur les sols de travaux forestiers. Je montre par exemple un entrepreneur de travaux forestiers travaillant par temps de pluie, provoquant des torrents de boue sur une parcelle très pentue. On m'a plusieurs fois reproché de ne montrer que "les 1 % qui travaillent mal" et de jeter l'opprobre sur les autres. Cette posture est révélatrice. Plutôt que d'interroger le système qui conduit à ces dérives, comme j'ai tâché de le faire, on jette la responsabilité à quelques errements individuels pour s'épargner la remise en question collective. Heureusement, de nombreux acteurs admettent que si le film est un regard, et ce qu'il montre de la réalité est forcément partiel, les faits qu'il dénonce sont difficilement contestables et doivent interroger. Dans bien des cas, les discussions furent très animées entre forestiers, se prolongeant parfois sur près de deux heures ! Beaucoup ont profité de l'espace public de la salle de cinéma pour faire entendre une parole qui dépasse rarement les discussions d'après chantier à la cantine.

### Ouvrir une brèche

Comment expliquer cette omerta qui pèse sur ce secteur ? C'est un monde où il est mal vu d'exprimer sa sensibilité, et surtout de s'exprimer publiquement sur la filière quand on en fait partie, comme s'il ne fallait pas trahir le "secret de famille". C'est un monde très masculin, où on joue des muscles, où l'on conduit des grosses machines. Un monde très segmenté, où chacun est indépendant, isolé au fond de sa forêt, de sa bagnole ou derrière son ordinateur. Un monde sans tradition de mobilisation collective, sauf peut-être chez les fonctionnaires de l'Office nationale des forêts, bien que la culture militaire au sein de l'établissement et le devoir de réserve auquel sont soumis les agents assermentés n'incite pas à la prise de parole. Les hommes et femmes qui composent la filière-bois forêt forment un monde bien plus complexe et contradictoire que ne le laissent penser ceux qui les représentent. En réalisant ce film, j'ai souhaité ouvrir une brèche pour tous ceux qui questionnent le modèle productiviste en forêt. A eux de ne pas se laisser voler la parole par ceux qui prétendent parler en leur nom.

François-Xavier Drouet

1 - [http://www.fnbois.com/wp-content/uploads/2018/09/180919\\_FBF\\_Communique%C3%A9-de-presse.pdf](http://www.fnbois.com/wp-content/uploads/2018/09/180919_FBF_Communique%C3%A9-de-presse.pdf)  
2 - <http://cecd.be/images/pdf/CompactionPression.pdf>

**Une série à suivre sur  
Télé Millevaches**

En attendant la sortie du DVD au printemps, des compléments au film sont disponibles gratuitement sur le site de Télé Millevaches. On y retrouve plusieurs portraits de forestiers filmés dans le cadre du tournage du long-métrage mais coupés au montage. Intitulée Le temps des forestiers, cette série va s'étoffer dans les semaines à venir.  
<http://telemillevaches.net/videos/le-temps-des-forestiers>



# Lettre ouverte à madame la préfète de la Creuse qui en a, et aux ados du plateau de Millevaches qui pensent en avoir.

Le 9 juillet à Felletin, avait lieu une manifestation de soutien à un jeune Soudanais que la préfecture de la Creuse avait décidé d’expulser vers l’Italie. L’écrivain Antonin Varenne y était. Devant l’usage de la force déployée ce jour-là, face au discours préfectoral stigmatisant le lendemain ces manifestants comme des militants d’ultra-gauche, il a pris sa plume pour adresser cette lettre ouverte.

J’étais avec d’autres devant les grilles de la gendarmerie de Felletin, lundi 9 juillet, parce qu’un texto d’amis m’avait prévenu : “Besoin de monde devant la gendarmerie, un jeune soudanais va être expulsé du territoire, sa vie est en danger au Soudan.”

La phrase n’était pas compliquée, je l’ai comprise toute de suite. La phrase n’est pas compliquée, n’est-ce pas ? J’y suis allé, avec mes courses dans la voiture.

J’étais en tong, en short, et je n’ai pas dépareillé. Une centaine de personnes, des poubelles et des barrières de chantier qu’une voiture sans permis aurait suffi à écarter. Il y avait des amis, des gens que je ne connaissais pas, un monsieur très calme avec un porte-voix qui expliquait qu’on essayait de contacter la préfète, qu’elle avait le droit discrétionnaire d’autoriser le jeune migrant à rester 48 heures de plus sur le territoire français, le temps pour lui de faire une demande d’asile politique. Là, sans en savoir beaucoup plus (mais j’avais déjà compris la phrase du texto et en toutes lettres les mots “expulsé”, “vie en danger” et “Soudan”), là, donc, précisons que le président du Soudan fait l’objet d’un mandat d’arrêt international pour génocide et crimes contre l’humanité, et que la famille de ce jeune soudanais, Nordeen Essak, a été assassinée là-bas. Il est orphelin, et il était là, dans la gendarmerie de l’autre côté des grilles, où il s’était rendu volontairement à sa convocation.

Je vais rarement sur le plateau de Millevaches, mais je connais quelques têtes de ceux que l’on étiquette rapidement ultra-gauche, chose qui ne saurait leur faire plus plaisir. Une étiquette, quel plaisir quand elle fait frémir dans les chaumières. Plus sexy, ultra-gauche, que migrant, ou même soudanais, habitant d’un pays où les manifestations ne se terminent pas tout à fait comme à Felletin.

Ils étaient là, le péril jeune, rouge, ultras de que dalle, au milieu des familles en tenues estivales et pas plus organisés que moi avec mes produits frais qui cuisaient dans mon coffre. Pas même un slogan qui sonnait bien, les pros de la subversion : Pas d’expulsion ! non, non, non ! Aucun équipement non plus, jusqu’à l’un d’entre eux qui demandait à la ronde si quelqu’un n’avait pas, par hasard, une chaîne et un cadenas pour les grilles de la gendarmerie... Il n’était pas venu équipé.

Les seuls qui faisaient quelque chose étaient ceux qui tentaient d’avoir la sous-préfète ou la préfète au téléphone. Je suis resté une heure à discuter avec des gens, de trente ans à l’âge de la retraite, de Felletin ou du coin, des artisans avec encore leurs chaussures de sécurité et de la poussière dans les cheveux.

Et puis la nouvelle est arrivée, que la préfète (je n’avais pas envie d’écrire quoique ce soit avant cette conférence de presse, madame, que vous avez donnée, dans laquelle vous avez tout ramené à trois clichés, trois personnes et trois détails, sans parvenir à prouver et loin s’en faut, que vous étiez capable de comprendre les mots “expulsé”, “vie en danger”, “Soudan” ; mais là, après de telles âneries, difficile de résister à l’envie de me foutre un peu de vous et de la direction centrale), la nouvelle est arrivée donc, que vous n’alliez pas faire un geste pour aider ce jeune migrant qui essayait de refaire sa vie en Creuse. Avec l’aide de quelques personnes généreuses qui ne sont ni des ultras, ni des babacools. C’est que les étiquettes sont nombreuses, fusent et volent bas en ce moment, de la préfecture aux gazettes internet des commerçants de la grande et belle ville de Felletin, dont les élus — ne les oublions surtout pas — n’ont pas pointé le nez quand une cinquantaine de leurs votants, avec d’autres citoyens, se sont plus tard fait gazer pour un délit de solidarité qui a bien failli rester dans la loi (êtes-vous vraiment, madame la préfète, la représentante et un bras armé d’un gouvernement qui a voulu interdire la solidarité ? ...): certains élus felletinois ont osé prétendre qu’ils n’étaient pas au courant de ce qui se passait. On voit quasiment la gendarmerie depuis la mairie. 150 personnes pendant 5 heures, plus d’une dizaine de camionnettes de gendarmerie, une cinquantaine de militaires, des sirènes et des gyrophares, dans un lieu où un pétard de fête foraine s’entend d’un bout à l’autre du village... On n’était pas au courant... Bande de lâches, de vaches à herbe, de moins que rien.

Moi non plus, avant de recevoir un texto, je n’étais pas au courant. J’étais ensuite sur les lieux en deux minutes. J’étais deux fois plus loin de là que la mairie.

Bon, peut-être que les élus de Felletin et de la com-com vont se rattraper bien vite, protester, intervenir, vous expliquer que des familles ont été arrosées de gaz lacrymogènes



pour avoir voulu aider un jeune type de vingt ans auprès de qui vous pourriez prendre quelques leçons de courage et d’humilité ?

Alors on en était là. Pas de négociation...

Je suis rentré chez moi, j’ai laissé mes enfants se coucher tout seuls, j’ai mis mes courses au frigo, un jean et des chaussures, et je suis reparti.

Un peu plus de monde, côté gendarmes et manifestants, et les barrages bloquant l’accès aux bâtiments s’étaient épaissis de voitures. Là, ça ne passait plus aussi simplement. Et votre ordre, de faire usage de tous les moyens pour sortir de la gendarmerie ce dangereux orphelin — que par un habituel mélange rhétorique, vous assimilez dans votre conférence de presse aux menaces de l’islamisme radical,

aux terroristes de gauches et qui sais-je encore — votre ordre a commencé à faire monter la pression.

Il devenait évident que des manifestants étaient décidés à rester, et plus flagrant encore que personne n’était préparé à faire vraiment face. Même du côté de votre obsession, l’ultra-gauche rabâchée, obsession étayée par de bien piètres informations et à ce moment-là sans doute par les descriptions des gendarmes, à l’intérieur des bâtiments. Saura-t-on un jour ce qu’ils vous ont dit ? Nous voyons des familles, des gens qui plaisantent et discutent, trois ou quatre têtes connues du plateau, des membres de l’association qui ont accueillis Nordeen Essak. Il y a des barrages mais nous sommes bien assez nombreux pour contrôler la situation. Dans ce cas-là, pourquoi donner l’ordre de disperser et sortir par tous les moyens, madame la stratège militaire ? Ou bien, pris de panique, avec leurs appareils photos et leurs fichiers établis sur la base de rien, du vent, des commérages et des préjugés locaux arrangés ensuite à sa sauce par votre impartiale et sage direction centrale, les gendarmes ont-ils décrit l’apocalypse ? C’est une émeute populaire, ils sont organisés et agressifs. Nous craignons pour la sécurité des hommes et des biens, les enfants eux-mêmes semblent servir de boucliers humains ! Là, oui, on comprendrait la grave décision que vous avez prise de faire donner la troupe et les gaz... Mais saurons-nous ce que vous vous êtes dit ? Non, je ne pense pas que ça arrive.

Peu importe, la conclusion est au fond la même : que vous ayez pris votre décision sciemment ou par ignorance (enfer, aucune des deux propositions ne fait une excuse digne), vous avez démontré que vous ne connaissiez rien au territoire dans lequel vous venez de vous enliser gravement pour deux ans — la durée de vos CDD de préfets.

Quant à votre remarque sur le nombre de policiers, proportionnel au nombre des manifestants, c’était sans doute de l’humour policier que nous ne pouvons pas comprendre.

50 gendarmes, armes à feu, tazers, casques, boucliers, un berger allemand, des gaz lacrymogènes, des membres du PSIG (peloton de surveillance et d’intervention de la gendarmerie, dont la spécialité n’est pas exactement la négociation), tout ça contre 150 manifestants dont seulement trente ou quarante sont restés à pousser les poubelles quand vos militaires ont forcé le passage ? Proportionné ? Vous vous foutez de qui ?

## Ha ! Et deux gendarmes blessés.

Il me semble en effet que le sang n’a toujours pas fini de sécher dans la cour intérieure de la gendarmerie, tant l’assaut populaire a été violent et innombrables les coups échangés à travers les barreaux des grilles... Mais comment avons-nous pu rater les photos d’une vieille dame paniquée et hurlant, gazée à bout portant, de gens abasourdis par les méthodes des gendarmes, criant à la honte, pleurant, crachant, essayant de tenir le plus longtemps possible, une ou deux minutes, avant de se disperser, impuissants. Il est resté ensuite les insultes, coups de gueules parfois audibles, souvent ridicules ou puérils. Mais peut-être parliez-vous de blessures plus profondes des forces de l’ordre, des écorchures faites aux ego et aux sensibilités des gendarmes casqués, touchés par ces invectives grossières, les appels à leur humanité ou leur démission ?

Oui, des ados du Plateau (on aura compris qu’il ne s’agit pas d’un âge, mais d’une posture bien sûr, combattante et courageuse, élégante, subtile et constructive, dont le seul but était de servir la cause du jeune migrant) ont jeté des bouteilles ; les autres manifestants leur ont tout de suite demandé d’arrêter, dit que cela ne servait à rien sinon justifier la réaction policière et, ce qui est une fois de plus vérifié, à vous fournir les éléments de langages coutumiers ; ceux de votre conférence de presse, l’ordre et la loi, le dispositif sécuritaire, blablabla... Quel désespoir, madame la préfète de Creuse, de vous entendre aussi pauvre en idées, vocabulaire, personnalité et courage. Mais vous n’êtes pas seule. Je vous renvoie dos-à-dos avec les ados, qui ne sont pas beaucoup plus originaux. Car finalement, qu’est-ce que vous vous retrouvez bien à chaque fois, ensemble, pour faire tourner la machine. Vous, pour justifier vos actes, votre fonction, votre politique. Eux, pour donner un sens à leurs existences et régler des comptes avec quelque figure paternelle mal digérée, en balançant des bouteilles et des insultes à des flics armés.

Comment vous échapper, à vous, ambitieux et banals fonctionnaires d’État moulés à la louche, et vous, lanceurs de bouteilles et de mots d’ordres creux, qui ont fait lundi 9 juillet un marteau et une enclume à des retraités, des artistes, des enseignants et des artisans. Des gens rassemblés par un réflexe de solidarité, dont certains sont les acteurs d’initiatives locales, associatives ou commerciales, ayant reçu des félicitations de vos prédécesseurs à la préfecture, madame.

Ensemble, flics et anti-flics, vous avez fait de cet événement pourtant d’une simplicité désarmante (LES MOTS DU TEXTO, BORDEL !), un magnifique exemple de ratage, de laideur, de stupidité, de mensonge, un ratage qui fait de cette toute petite manifestation, de ce seul jeune soudanais, dans un village qui n’est même pas une sous-préfecture, un exemple percutant de tout ce qui fait vomir en ce moment dans une France noyée par la désinformation.

Il semble, comble d’une ironie qui fait pisser de rire comme il est agréable de pleurer des gaz lacrymos, que le jeune Nordeen Essak, le lendemain de cette échauffourée, ait pu rester à Paris, et qu’il soit en mesure désormais de faire ici sa demande d’asile politique.

Ce qui signifie, préfète, que ce qui est arrivé sous vos ordres, à Felletin, est arrivé pour rien...

Et qu’est-il arrivé ?

Ces gens qui s’étaient rassemblés, à une majorité écrasante pacifiquement, vous en avez fait des motivés, qui se réunissent depuis, que vous retrouverez en plus grand nombre à la prochaine expulsion, et qui pourraient avoir envie, avant d’être gazés, de venir mieux préparés. Vous avez fait d’une gendarmerie de village un lieu de conflit et un symbole puant, des relations entre des dizaines d’habitants avec leurs élus, leur préfecture et des gendarmes, un petit poison.

Vous avez fait gazer quelques solides poignées de gens qui se bougent ici pour qu’il se passe quelque chose, que ça vive, que ça ne crève pas de mort lente et de désertification, que les associations ne servent pas qu’à renégocier chaque année la subvention allouée à la journée des commerçants. Certains d’entre nous, gazés, ont été pris en exemple par votre gouvernement, comme modèles des plans de relance de votre président pour l’ultra... ruralité.

Votre obstination à suivre des ordres et non votre conscience, ou ne serait-ce que le bon sens politique, ne va pas faciliter la suite de votre temps ici, pas mieux que les mutations des gendarmes de Felletin que vous finirez bien par soutenir, pour leur épargner les désagréments de leur poste dans les mois à venir —y compris pour ceux qui, dans les pavillons de fonction à l’intérieur des grilles, avaient le cœur qui penchait du côté du jeune Nordeen Essak. Ce jeune homme dont il est toujours question, dont le père et le frère ont été assassinés au Soudan. Devant lui. Vous vous souvenez ? Besoin d’un texto de rappel ?

Vous espérez que la force fera loi ?

Vous êtes vraiment malade.

C’est exactement ce que vous cultivez, la loi de la force. Celle qui ment toujours sur les véritables enchaînements des actions et des réactions, sur les nombres, les raisons profondes, les enjeux, sur les divisions qu’elle entretient, sur l’utilité des grilles et l’identité de ceux qu’elle place de chaque côté d’elles.

Vous n’avez toujours pas appris qu’à inventer des étiquettes aux gens, elles finissent par coller.

Ici, vous devenez un vous plus large, chère préfète ; et cette vexation que vous ressentez, cette envie de vous justifier, d’échapper à l’assimilation, de vous débattre contre la généralisation, tout cela est naturel, ne vous en inquiétez pas. Respirez. Vous être en train d’être essentialisée et instrumentalisée.

Je ne suis pas un écrivain engagé. Mais après une lettre pareille, souffrante comme vous l’êtes d’une atrophie de l’imagination, vous me collerez cette appellation, qui autorise ensuite à expliquer qu’un écrivain ne doit pas écrire ; comme vous ne vous privez pas de dire et légiférer, pour le faire entrer dans les têtes, qu’un enseignant ne doit pas enseigner, qu’un artiste ne doit ni créer ni subvertir, qu’un artisan ne doit pas faire autre chose que son travail et qu’un passant ne doit pas se renseigner sur un rassemblement devant une



gendarmerie. Les policiers seront-ils les derniers à qui vous accorderez le droit de policer ? ...Voilà, du coup, la foule qui les appelle à la démission !

Ce que ce petit événement felletinois a du moins prouvé,

c’est que votre stratégie d’interdiction d’être soi fonctionne belle et bien pour certaines catégories de la population : parmi elles les élus, qui, à la hauteur des politiques de leur temps, sont restés chez eux et ont gentiment laissé au clou leur droit de s’interposer entre des gendarmes et des manifestants, entre vos généralisations et les vraies raisons d’une manifestation, entre les critiques de la population locale — prompte à la caricature — et le soutien politique et humain dont tout élu avec une colonne vertébrale aurait dû faire preuve.

Une idée — une expérience sociologique — pour la mairie de Felletin et d’autres, histoire de faire mentir les

urnes, les accroches médiatiques et les stratégies gagnantes de division : s’il y avait une liste de numéros de téléphone des habitants de la commune, pour les situations d’urgence, et que, par exemple, lundi 9 juillet 2018, tous les felletinois ou même tous les habitants de la com-com avaient reçu ce texto : “Besoin de monde devant la gendarmerie, le jeune Nordeen Essak, vingt ans, orphelin, accueilli depuis huit mois,

doit être expulsé vers l’Italie puis le Soudan, où sa famille a été assassinée et où il risque la mort. Par votre présence pacifique, venez aider à négocier une solution avec la préfecture.” Combien de gens seraient venus ? Bien plus, j’en suis certain, que le pourcentage local de votants sans autre idée que le bulletin Front National pour échapper à vos interdictions d’être soi.

Et en dernier ressort (quel joli mot), voici ce que vous avez provoqué avec cet ordre bête donné à des hommes et des femmes, de faire usage de la force : vous vous êtes fabriqué de vrais opposants, que vous ne pourchassiez jusqu’ici qu’en rêve.

Je n’irai pas plus à des réunions d’associations que je ne le faisais auparavant, mais lorsque des amis et des semblables de Nordeen Essak se retrouveront dans la même situation, d’être expulsés, à quelques minutes de chez moi, je serai à nouveau là.

Ils le disaient, les lanceurs de bouteilles : Qu’ils comprennent que les expulsions et leurs méthodes ont un prix !

Les résistances sont de toutes formes et les moyens à discuter ; ou pas, pour ceux qui ne veulent plus débattre.

Mais merde. Ils avaient raison les lanceurs. Voyez, madame la préfète, ce que vous venez de lire et le prix que vous payez déjà : ces blessures à votre ego et, espérons-le aussi, à votre sensibilité.

Antonin Varenne, écrivain avec des courses dans la voiture.



# Bon voyage Madame la préfète !

Jeudi 4 octobre 2018, 300 citoyens étaient rassemblés place Bonnyaud à Guéret à l’occasion du procès au tribunal correctionnel de Michel Lulek, accusé de “violences sur agent dépositaire de la force publique“ le 9 juillet devant la gendarmerie de Felletin à l’occasion du rassemblement de soutien à un jeune Soudanais que la préfète faisait mettre en rétention pour le renvoyer en Italie. (1)

Ce jeune Soudanais, exfiltré violemment de la gendarmerie pendant l’assaut donné par les forces publiques et le gazage de la population rassemblée était libéré deux jours plus tard par la police à l’aéroport de Roissy. Deux semaines après, au Tribunal Administratif de Limoges, dans la crainte d’un jugement défavorable, la préfecture lui accordait enfin le droit de demander l’asile en France.

Deux mois plus tard, le 17 septembre 2017, la préfète faisait de nouveau mettre en centre de rétention un autre jeune Soudanais pour l’expulser en Italie malgré la résistance des citoyens venus nombreux à Guéret le soutenir. Après deux jours, ce jeune était à son tour libéré par le Juge des Libertés et de la Détention d’Évry et, une semaine plus tard, la préfecture se voyait enjoindre par le tribunal administratif de Limoges de lui donner accès à l’asile.Tous ces événements faisaient suite à des mois de tentatives de rencontres avec la préfète qui avait toujours opposé une fin de non recevoir.

Ce 4 octobre, les citoyens rassemblés avaient considéré qu’il était opportun d’offrir aux différents responsables de cette politique absurde et inhumaine ce qu’ils méritaient : un “transfert“ hors de France – puisqu’il s’agit du terme administratif officiel pour parler pudiquement des expulsions de “dublinés“ (2) – en leur affrétant un avion “OQTF“ (Ordre de Quitter le Territoire Français). Quatre places y étaient réservées pour Emmanuel Macron, président en exercice responsable au premier chef, Gérard Collomb, son zélé serviteur, quelques heures plus tôt encore ministre de l’intérieur, Magali Debatte, préfète mettant toute son énergie à expulser un maximum de personnes du département et Olivier Maurel, secrétaire général de la préfecture, mettant un acharnement particulier à rendre ces expulsions effectives. A l’occasion du “pot de départ de la préfète“ organisé par ces citoyens pour l’occasion, un discours a été prononcé par l’un d’entre eux, Marc Bourgeois. Nous le reproduisons ici.

« Monsieur Macron, dit Manu l<sup>er</sup> le Cynique, qui réussissez le prodige de vous faire passer en Europe pour un défenseur du droit d’asile ; qui mettez en valeur les quelques dizaines de demandeurs d’asile que vous vous résignez enfin à accueillir, sous la pression médiatique et après les images dévastatrices de bateaux humanitaires coincés en Espagne après avoir été refusés par l’Italie et vous-même, masquant sous ce coup de projecteur les milliers d’autres que vous faites sans cesse expulser ou que vous refusez d’accueillir ; qui vous permettez de donner des leçons à l’Italie alors que la France ne respecte pas les faibles engagements pris pour une répartition européenne plus “équilibrée“ ; qui contribuez à financer les gardes-côtes libyens, alors que vous ne pouvez ignorer le sort réservé là-bas aux migrants, violentés et réduits en esclavage ; qui tentez de faire supprimer, dans le cadre de la négociation des “accords de Dublin 4“, le délai de fin de responsabilité de l’État d’entrée ou la clause dérogatoire permettant à la France de traiter la demande d’asile de migrants, même s’ils sont arrivés en Europe par un autre pays ;

**Monsieur Collomb,** qui avez osé appeler “votre“ loi : “pour une intégration réussie“ ; qui l’avez présentée à l’assemblée comme un moyen de contrer la progression lepéniste, en oubliant qu’en reprenant et assumant les idées que vous prétendez combattre vous vous en faites au contraire le promoteur ; qui avez fait fermer des points d’eau publics à Lyon pour que les personnes à la rue ne puissent pas y boire ;

**Madame Debatte,** qui ne cessez de marteler que “c’est la loi !“ et qui, soit vous dégonflez quand vous passez devant un tribunal, soit faites l’objet de condamnations ; qui félicitez vos services de gendarmerie quand ils gazent une population qui défend un innocent, sans vous demander si vos gendarmes sont, eux, fiers de ce que vous leur faites faire ; qui, par votre méconnaissance du territoire et de ses habitants, réussissez la prouesse après quelques mois de présence de vous mettre à dos élus et habitants ; qui prétendez que nous sommes une infime minorité et osez affirmer que nous sommes aussi dangereux que des terroristes ; qui gaspillez les fonds publics par votre incompetence et votre obstination (nous avons estimé que la tentative d’expulsion ratée d’Abdel, pour laquelle vous avez été condamnée hier, avait mobilisé au bas mot 55 000 € d’argent public compte tenu de tout ce que vous avez dû mettre en œuvre pour tenter de la mener à terme) ;

**Monsieur Maurel,** qui faites de tout cela une affaire personnelle ; qui vous croyez en guerre contre le territoire au service duquel vous seriez censé être ; qui gérez le département comme vous gériez une prison ; qui avez le cynisme de dire “ce n’est que l’Italie“, sans vous poser un seul instant ce que cela représente pour des personnes intégrées en France, ayant fait l’objet d’actes de racisme en Italie, et risquant d’y être renvoyées vers le pays qu’elles ont fui ;

Vous tous qui sabotez soigneusement et méticuleusement tout le travail d’intégration et de construction sociale que nous et plein d’autres à travers la France menons ; Vous tous qui ordonnez des chasses à l’homme et à l’enfant à vos policiers ; Vous tous qui privez des innocents, adultes ou enfants, de liberté ; Vous tous qui, par vos mesures, condamnez à l’errance entre les pays, faites dormir sous les ponts, réduisez des gens au désespoir ; Vous tous qui, par les politiques que vous menez, portez des milliers de fois plus de responsabilités dans la venue de ces personnes qu’elles-mêmes, victimes d’une histoire qui les dépasse ; Vous qui, quotidiennement, au nom de la République, bafouez non seulement la fraternité mais aussi la liberté et l’égalité, rendant ainsi risible la journée d’intégration à la citoyenneté à laquelle ces personnes, si elles accèdent à



l’asile vont devoir se soumettre. Comment pensez-vous un seul instant qu’elles puissent y adhérer après les formidables leçons “d’instruction civique“ à taille réelle que vous leur avez fait subir ? Vous tentez de nous discréditer en nous traitant d’angéliques. Mais c’est vous qui êtes diaboliques.Avec tout le mépris dont vous êtes capables, vous nous qualifiez de “belles âmes“ et il est évident qu’il ne s’agit pas d’un compliment. Par quelle curieuse inversion avez-vous réussi à faire accroire qu’il vaut mieux être une “âme noire“ ? Vous ressassez à n’en plus finir “on ne peut pas accueillir toute la misère de monde“ alors que vous êtes incapables de voir que ce n’est pas la misère que nous accueillons, mais la jeunesse, une formidable force de vie, de projets, de construction. La misère, ces personnes l’ont laissée dans les pays d’où elles viennent et où vous l’avez-vous-même créée et continuez de l’entretenir par vos politiques. La misère, elle est dans les conditions de vie que vous leur imposez en les condamnant à l’errance. La misère, elle est dans vos pauvres têtes incapables de sortir d’un mode de pensée colonialiste. Cette force de vie qui les anime, cette espérance qui les porte, cette foi en ce que devraient être nos valeurs, ce sont elles que vous détruisez, et pour cela vous êtes impardonnables. Vous nous parlez de réalisme et vous nous reprochez son absence, pourtant c’est nous qui construisons, et vous qui devriez avoir le courage de dire la vérité.

Mesdames, Messieurs j’aimerais que vous puissiez rencontrer les mères de ces jeunes gens. Leurs pères, ce ne sera plus possible, ils ont déjà été exécutés, comme eux-mêmes l’auraient été s’ils n’avaient pas fui. Qu’auriez-vous à leur dire ? “On applique la loi“ ? Cette loi, ces lois que vous avez faites, et que vous ne cessez de durcir. Ce “code de la honte“ qui vient d’être voté. Comment leur expliquerez-vous que vous n’avez pas utilisé votre liberté, qui reste totale malgré ces lois ou plutôt en vertu d’elles-mêmes, d’accueillir leurs enfants ? Vous portez la responsabilité pleine, entière et personnelle des actes que vous commettez et qu’il faut bien appeler pour ce qu’ils sont : des traitements inhumains et dégradants. Face à cela, ce qui me frappe c’est l’incroyable dignité des personnes qui les subissent, leur capacité à encore sourire, leurs salutations quand je les rencontre dans les rues de la Chapelle à Paris ou dans un parc à Limoges. Et pourtant l’angoisse, la boule d’anxiété qui envahissent le ventre, la poitrine, la gorge, l’absence de perspectives et la crainte qui plus encore que le froid des nuits sans abri empêchent de dormir, tout cela ils vous le doivent. Pour toutes ces raisons et au premier chef, pour avoir souillé, saboté, foulé au pied les trois principes fondamentaux de la République, aussi bien la liberté, que l’égalité et la fraternité, vous méritez la déchéance de nationalité évidemment accompagnée d’un OQTF (Ordre de Quitter le Territoire

Français) et d’une IRTF (Interdiction de Retour sur le Territoire Français), ces mesures que vous savez distribuer si généreusement. Voici l’avion pour effectuer le vol que nous vous offrons. Il m’a semblé que la destination de la Libye semblait la plus appropriée. Vous avez investi beaucoup d’argent français pour que les libyens puissent vous accueillir et vous retenir chez eux. Je ne doute pas qu’ils sauront utiliser une partie de cet argent pour vous réserver un accueil digne. Évidemment, il y a le risque que votre avion s’abîme en Méditerranée et que vous vous trouviez dans l’immensité des flots sans rien que la mer autour. Peut-être alors la panique, l’effroi intense s’empareront-ils de vous et comprendrez-vous ce que toutes ces personnes ont pu éprouver. Et malheureusement pas de bateau humanitaire pour vous secourir : vous et vos collègues de tous les gouvernements d’Europe vous êtes suffisamment employés à criminaliser leur action et à la rendre impossible. Il restait bien l’Aquarius jusqu’il y a peu, mais, coincé à quai par vos mesures quand il serait si simple de lui accorder un pavillon, il ne pourra venir à votre rencontre. Alors ? Alors je ne vous souhaite pas cette fin atroce, connue depuis le début de l’année, grâce à vous, par plus de 1 700 personnes, venues rejoindre au fond de cette Méditerranée leurs dizaines de milliers de frères et sœurs. Mais n’ayez crainte, il y aura bien une des frégates offertes par l’Italie à la Libye pour venir vous repêcher. Il me reste à vous souhaiter un agréable voyage en bonne compagnie.“<sup>3</sup>

Marc Bourgeois

*1 Michel Lulek a été condamné à 1 000 € d’amende avec sursis mais relaxé pour son refus de prélèvement ADN. Le procureur a fait appel de cette décision, la trouvant trop clémente...*

*2 Dublinés : demandeurs d’asile entrés dans le territoire européen par un autre État membre que la France, cet autre État étant normalement responsable du traitement de la demande d’asile, même si la France possède toujours le droit souverain d’examiner elle-même cette demande - clause discrétionnaire (accords dits de « Dublin 3 »).*

*3 Si les deux soudanais concernés ont pu finalement rester sur le territoire et demander que leur droit à l’asile puisse être examiné, les expulsions par la préfecture de Creuse (mais il en va de même en Haute-Vienne et Corrèze) se poursuivent à un rythme important, concernant parfois des familles entières, peu importe qu’elles soient parfaitement insérées et soutenues par la population locale. Si elles donnent parfois lieu à des actions de soutien, beaucoup se déroulent dans le silence quand les expulsés n’ont pas été en mesure de se constituer un réseau de relations.*

# Etat et Citoyens : le dialogue impossible

## “C'est vous qui avez versé le premier sang !”

Le mouvement des gilets jaunes a mis en évidence le fossé qui sépare une grande partie de la population et les pouvoirs publics. Moins un dialogue de sourds que la négation de toute concertation, de toute écoute dès lors qu'elle ne roule pas dans le sens décidé par l'Etat. On en a eu un exemple caricatural le 18 septembre 2018 à Guéret, lorsque le secrétaire général de la préfecture, Olivier Maurel (évoqué dans le discours de Marc Bourgeois, page 6) a reçu une délégation de six habitants venus évoquer avec lui le cas d'Abdel, ce jeune Soudanais expulsé la veille par ses services. Nous reproduisons ici quelques extraits de ce “dialogue”, tels quels. Ils parlent d'eux-mêmes.

**Olivier Maurel (OM) :** Bien, so what ? On commence. Bon je vais faire comme vous je vais mettre un enregistreur.

**La délégation (D) :** C'était plutôt pour mettre mon téléphone en veille. On va peut-être commencer par se présenter...

**OM :** Oui, donc Olivier Maurel, secrétaire général, accompagné du directeur de la sécurité et de la légalité. (...)

**D :** Notre revendication, ce que l'on demande aujourd'hui, ce que l'on souhaite, c'est pouvoir parler avec vous de la situation d'Abdel et de remettre sur le tapis la décision qui a été prise par la préfète de le renvoyer en CRA (Centre de rétention administratif - NDLR) puis en Italie et de voir comment dans le cas particulier qui est le sien, on peut trouver une autre solution. Voilà en gros ce qui nous motive à venir aujourd'hui. On ne va pas parler dans le vide ou dans le général de la politique d'accueil, on n'est pas là pour ça... et on sait à peu près ce que et les uns et les autres on en pense...

**OM :** Je vous remercie pour cette dernière précision parce qu'il est vrai que vous et nous, nous avons une position qui est irréconciliable. Il n'y a pas de possibilité de terrain d'entente parce que nous, notre travail c'est de mettre à exécution une politique qui est celle du gouvernement (...), nous il nous revient la lourde tâche de mettre cela à exécution. Donc voilà, premier point.

Deuxième point, mon mandat aujourd'hui c'est de vous recevoir, mais il n'y a pas de négoci possible. Pas de négociation. On ne va pas reparler de votre ami qui est parti en centre de rétention hier, et je ne vais pas pousser l'irrespect à vous faire croire que je vais vous...comment dire... qu'on va rentrer dans le détail de ce cas là parce qu'il y en aura d'autres (...)

Je ne vais pas vous faire croire que parce que vous avez manifesté hier, parce que vous avez envahi la mairie, la politique du gouvernement va s'arrêter et que l'on va faire un rétro pédalage. Je vais simplement vous préciser ce qui va se passer : Abdel bénéficie d'une protection (le droit des étrangers en France est très protecteur), il aura le droit de faire tous les recours qu'il souhaite au centre de rétention. Nous allons ensuite le faire partir par un vol pour l'Italie où il pourra faire valoir ses droits à l'asile. Maintenant je vais peut-être vous préciser un point supplémentaire : depuis la loi immigration-asile, j'attire votre attention sur le fait de ne pas aggraver encore plus la situation d'Abdel, parce que aujourd'hui un “dublin” comme lui, qui est déjà revenu une première fois sur le territoire, qui va repartir une deuxième fois, et qui reviendrait, ce sera constitutif d'un délit. La prochaine fois ce sera un cran au dessus, donc voilà. Nous on fait ça sans haine et sans colère, simplement parce que l'on est payé pour le faire, après...

**D :** Avec du zèle quand même !

**OM :** Aujourd'hui je ne suis pas venu négocier, d'accord ? Dans les réseaux sociaux, vous avez appelé à la mobilisation cet après midi, donc à un moment donné, je respecte votre position, je respecte également que vous nous ayez dit que l'on était d'un côté et de l'autre de l'échiquier, encore une fois le seul message que je fais passer c'est, qu'il faut maintenant sortir de la mairie. Ce sera le préalable à toute autre discussion, parce que il faut tenir compte d'une chose c'est que moi je suis prêt à discuter mais pas en temps de guerre. (...)

**D :** Nous on ne vient pas ici uniquement pour se redire ce que l'on s'est déjà dit par d'autres modes d'interventions, on



vient ici, alors est-ce que c'est le mot “négocier” qu'il faut employer, peut-être...

**OM :** Ah non ! Non, pas de discussion, pas de négociation.

**D :** Alors pourquoi on est là ? Pourquoi on est là ?

**OM :** Mais il n'y a pas à parler sur le fonds il y a simplement un problème de forme, c'est-à-dire que tant que vous occupez la mairie, il ne peut pas y avoir de discours de la part de l'Etat...

**D :** Mais on n'occupe plus la mairie à l'heure qu'il est ! A minuit tout le monde est sorti de la mairie, (...)

**OM :** On a pratiqué la même chose avec GMS, il faut que la chose soit claire, vous êtes en mode lutte, vous êtes en mode occupation de la mairie, nous on discute pas.

**D :** Mais comment peut-on discuter avec vous si vous ne répondez pas aux demandes orales, si vous ne répondez pas aux mails, si vous ne répondez pas aux courriers, c'est quoi la voie normale ?

(...)

**OM :** Vous représentez qui ? Moi je connais les élus, je connais les associations, vous vous rendez compte que si je commence à recevoir, si on commence à recevoir les citoyens, parce qu'ils ne sont pas contents, qu'ils ont envie de manger des bananes, hein, ils ont envie de moins manger de viande, mais on passerait notre temps...

**D :** Si les services de l'Etat ne discutent pas avec les citoyens, à quoi servent-il ?

(...)

**OM :** Il n'y a pas 36 solutions :vous sortez tous de la mairie.

**D :** Mais il n'y a plus personne dans la mairie ! Et

est-ce que chaque fois qu'il y a des gens dans une salle des fêtes, il y a une occupation ? Parce que dans ce cas là toutes les mairies sont occupées !

**OM :** Madame, vous avez un langage très très pro, vous êtes très très pro et très habile dans ce type de manip, d'accord...

**D :** Monsieur, est ce que vous pouvez nous faire confiance...

**OM :** Non Madame, la confiance, la confiance, la confiance, c'est quand on est en temps de paix.

(...)

**Les élus de la délégation :**Vous imaginez ce que nous en tant qu'élus on va devoir gérer, au niveau de la paix sociale, ce qui est notre rôle ? Je ne sais pas si vous vous rendez bien compte...

**OM :** Je connais les techniques de toujours envoyer la culpabilité à l'adversaire, je ne marche pas dans ce truc là, c'est

vous qui avez versé le premier sang (...) C'est vous qui avez cherché l'affrontement, c'est vous...

**D :** Si vous répondiez aux demandes de rendez vous, on serait pas dans cette situation...

**OM :** Est-ce que vous imaginez la préfète descendre papoter avec les manifestants dans la rue, parce qu'on l'appelle au mégaphone ?

**D :** Mais avant il y a eu des demandes de rendez vous...

**OM :** C'est un jeu, c'est une technique, vous faites de la politique...

**D :** Bien si c'est ça de la politique, très bien.

(...)

**OM :** Vous faites de la politique.

**D :** Mais non, nous sommes des habitants, Monsieur. Et peu importe : c'est mauvais la politique ?

**OM :** Vous faites de la politique (...) Je juge les actes, vous avez un mode opératoire qui est un mode, en tous cas celui que nous avons constaté hier, qui est un mode activiste

**D :** Mais il n'y a que comme ça que vous nous écoutez, qu'on peut parler avec vous !

**OM :** Il ne peut pas y avoir de terrain d'entente par rapport à vos demandes. Vous êtes en opposition face à une politique du gouvernement, nous, nous menons, nous faisons en sorte que cette politique soit menée sur les territoires.

(...)

**OM :** [Lorsque vous avez] appelé la préfète en disant on veut discuter, la préfète vous a clairement dit qu'il n'y a pas de discussion possible.

**D :** Non, non, non, non, elle nous a dit il y aura rendez vous, le dialogue est ouvert. Le dialogue est ouvert, cela veut dire quoi le dialogue est ouvert ? (...)

**OM :** Mais il n'y a pas de dialogue à avoir ! Si c'est pour organiser des réunions où on parle des heures à tourner en rond, où vous nous parlez d'humanisme, nous dire qu'effectivement

vous êtes touchés par la situation individuelle de tel ou de tel, je vais vous dire : on a une pratique, on a une politique à mettre en place. Nos positionnements sont irréconciliables.

(...)

**OM :** Notre conversation, depuis toute à l'heure, n'est que la démonstration qu'il ne sert à rien de nous retrouver autour d'une table, nous ne serons jamais d'accord (...) Vous faites, on fera. C'est tout.

**D :** Non, non, vous dites : la préfecture de la Creuse a décidé d'appliquer avec le maximum de rigueur toutes les lois sur l'immigration.

**OM :** C'est notre travail Monsieur,

**D :** Non, vous devez appliquer la loi et quand la loi laisse des marges de manœuvre, en l'occurrence, vous, vous avez décidé de ne pas les prendre. Vous affichez que vous faites un choix dans le mode d'application de la loi.

**OM :** Monsieur, l'État bien souvent agit en effet miroir, c'est-à-dire que quand en face il y a de la radicalisation l'État se durcit un petit peu.

(...)

**D :** Votre satisfaction du devoir accompli c'est de renvoyer des jeunes mourir au Soudan !

**OM :** Nous on cherche les intentions derrière...

**D :** Vous voulez dire quoi ?

**OM :** Vous faites de la politique avec une stratégie, avec des moyens.

### Gilets jaunes et gilets pare-balles

Dans le but de manifester contre le projet de fermeture de la ligne SNCF Limoges-Ussel, environ 80 personnes, familles et enfants, ont embarqué dans le train de 11h33 le samedi 8 décembre à Eymoutiers pendant que presque autant de personnes les rejoignaient par la route ou depuis Limoges. Surprise à l'arrivée : une grosse trentaine de policiers casqués, armés, cagoulés et harnachés de gilets pare-balles, ont bloqué la descente du train pour sortir un à un les 80 à 100 voyageurs qui ont subi une fouille au corps avant d'être autorisés à partir. 4 personnes qui avaient un opinel au fond de leur sac ou d'une poche ont été interpellées et menottées avant d'être finalement libérées. Les policiers disposaient d'un trombinoscope sur lequel plusieurs habitants du Plateau étaient fichés. Une illustration de la paranoïa policière vis-à-vis du Plateau et de ses habitants qui relève du même imaginaire de guerre civile et de guérilla politique que celui dont témoigne l'entretien avec Olivier Maurel. Un exemple supplémentaire de l'inquiétant référentiel qu'ont les pouvoirs publics d'un territoire qui a le tort d'être, à leurs yeux, un peu trop agité...



# Vivre en commun(e) ?

Trop petite, trop vieille, trop coûteuse, trop dépassée... Le discours ambiant nous persuade que “la petite commune” se meurt et qu’il s’agit de l’achever rapidement. La phase des fusions de régions et celle des communautés de communes étant achevées, une nouvelle phase arrive maintenant, celle des fusions de communes.

Sans trahir de grand secret, on se trouve souvent ici ou là, à se lamenter du fait que nous n’avons plus de prise ni de poids politique sur rien, nous “habitants”. Entre des communautés de communes géantes qui gèrent des territoires dans lesquels personne ne se reconnaît, dans des régions géantes dirigées depuis des métropoles, avec des administrations qui déménagent petit à petit à Bordeaux, les lieux de pouvoirs s’éloignent. Dans cette ambiance “tout fout le camp ma bonne dame”, il ne nous restait donc plus que les communes et leurs mairies comme espace politique institué.

## Vague, série, cascade...

Au creux du mois d’août, toute la presse nationale et locale s’est justement emparée du sujet brûlant de l’avenir des “petites communes” et donc des communes rurales, mais sous un angle assez nouveau :

“Démission de maires en série” sur *France info* le 1<sup>er</sup> août ;

“Vague de démissions” dans *Les Échos* le 2 août ;

“Maires démissionnaires, des élus à bout de souffle” sur *France culture* le 6 août ;

“Vague inédite de démissions chez les maires” *Le Figaro* le 9 août ;

“Démission en série chez les maires” *L’Express* le 10 août ;

“Démission en cascade” *BFM* le 10 août ;

“Moi maire je baisse les bras” dans *Le Journal du dimanche* le 14 août ;

“ Je crains pour ma santé” : quand les maires préfèrent démissionner” *Ouest France* le 16 août ; “Vague de démission chez les maires : l’Indre épargnée” nous rassure *La Nouvelle République* le 17 août ; Et finalement, ce titre (dans les pages politiques et pas astrologie !) du *Parisien Aujourd’hui en France* : “En 2020, des communes n’auront pas de maire”.

Vague, série, cascade... Nous subissons donc un mouvement de submersion inéluctable : les communes se vident même de leurs maires. La suite logique de la prophétie du Parisien est assez claire : plus de maires, plus de communes. On pourrait considérer cette vaste série d’articles comme le sujet d’aubaine qui permet de remplir les pages des journaux au mois d’août. Sauf qu’il est repris mi-novembre par un sondage qui annonce que la moitié des maires ne veulent pas se représenter en 2020 (la moitié de ceux qui restent on imagine...), et notamment dans les petites communes, et qu’entre ces deux séries d’articles, la désormais célèbre préfète de la Creuse est passée à l’action. Cette dernière écrit le 17 septembre à 70 communes (aux maires de ces communes pour être précis) pour leur suggérer de se regrouper. On fera attention à ne pas dire “fusionner” et encore moins “disparaître” mais “se regrouper” parce que c’est plus chantant. Dans ce courrier, elle leur propose des idées d’autres communes avec lesquelles elles pourraient s’entendre<sup>1</sup>. Ainsi, du côté de la Montagne limousine, elle propose un regroupement “Felletin, Saint-Quentin, Moutier-Rozeille et Saint-Frion” et un autre “Vallière, Saint-Marc-à-Loubaud, La Nouaille et Saint-Yrieix-la-Montagne”. Il s’agit juste pour les maires de répondre oui ou non car tout est prêt. La préfète leur laisse jusqu’au 26 septembre pour répondre, soit quand même dix grosses journées en comptant le week-end, et peut-être un peu moins si on considère les jours d’ouverture des mairies. Si c’est oui, la préfecture soumettra aux communes concernées dès le lendemain un projet de périmètre qui devra être validé en 3 mois pour une fusion effective au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Emballé, c’est pesé !

## Des arguments techniques ?

Dans la lettre adressée aux maires, la préfète explique cette soudaine urgence. D’abord, il ne pourra pas y avoir de fusion en 2019 parce que les élections municipales seront trop proches (2020). Ensuite il y a de l’argent à gagner ! Elle promet en effet “une dotation forfaitaire et des dotations de péréquations (DSU, DSR, DNP) au moins égales à la somme des dotations forfaitaire des communes fusionnées l’année précédant leur fusion ainsi qu’un bonus de dotation forfaitaire de 5%”. Dit comme ça, il y a de quoi se laisser tenter...

Enfin, la préfète prend soin de rappeler que ses arguments sont “purement techniques” ; il s’agit de créer des communes de 1 000 habitants à partir d’une commune de 750 habitants. À ceci près que pour l’exemple du regroupement “Felletin, Saint-Quentin, Moutier-Rozeille et Saint-Frion”, la commune de Felletin compte déjà à elle seule 1 700 habitants...

Interviewée sur *France bleu Creuse* quelques jours plus

tard, la préfète reconnaît qu’elle n’a reçu aucune réponse favorable et elle exprime son dépit : “Ce courrier je l’avais envoyé effectivement dans l’objectif de l’intérêt général et pour le dire simplement je me suis retrouvée sur ce sujet face à un mur, celui d’une posture politique en réalité dictée par le niveau national et je me suis heurtée disons-le franchement à des positions dogmatiques.”<sup>2</sup> C’est vrai que c’est dur quand personne n’est d’accord avec l’intérêt général... Passons donc sur les arguments techniques (les chiffres) et cherchons des arguments politiques à ces fusions de communes.

## Des arguments politiques ?

Dans une réunion publique l’hiver dernier en lien avec la préparation du “plan particulier pour la Creuse”, le seul et unique député du département a déclaré, catégorique : “Les communes de moins de 150 habitants c’est une aberration.” Aberration (définition) : accès de folie, égarement, grave erreur de jugement. Donc si on prend la liste des communes creusoises, ça fait 60 communes dont les quelques 6 400 habitants sont plongés dans un accès de démence, qui pataugent dans l’erreur la plus totale en vivant tout simplement là où ils vivent, et peut-être même en y ayant de la joie.

Sur facebook, parmi les multiples commentaires sur le sujet des fusions de communes il y les arguments d’un responsable d’une

“grosse” mairie de Creuse qui résume assez bien l’esprit global : “En dessous de 500 habitants ça n’a plus trop d’intérêt” écrit-il en changeant donc de seuil par rapport au député sans que l’on sache vraiment pourquoi. Puis il interroge : “À quoi servent des communes qui n’ont que 4 sous pour boucher les nids de poule et ne peuvent faire des projets concourant au développement du territoire ?” Donc avec le seuil de 500 habitants on passe à 200 communes creusoises sans intérêt et pas moins de 42 000 habitants qui n’ont effectivement aucun intérêt si

l’on considère que leur seule obsession quotidienne est de reboucher les nids de poule... On retrouve donc toujours cette idée que plus c’est gros, plus c’est important, plus c’est moderne, et que dans ce monde moderne qui se doit d’être complexe, les affaires politiques ne peuvent qu’être confiées à des gens particulièrement intelligents, compétents et influents... donc pas à nous... Dans toutes ces affirmations sentencieuses, parsemées d’une bonne dose de mépris et de quelques insultes, difficile de trouver des arguments sensés sur la “nécessaire” fusion des petites communes avec des plus grosses. C’est tellement nécessaire que l’on ne sait plus pourquoi ça l’est. C’est tellement dans l’intérêt général que personne n’en veut. Difficile donc de savoir où se situe le débat et donc difficile d’y participer, éventuellement.

## Les mystères d'aujourd'hui



S’agissant de cet aspect “technique” du seuil de population, on peut relever avec intérêt qu’en Creuse 236 communes ont moins de 1 000 habitants actuellement, avec 70 000 personnes qui y vivent. Seules 22 communes ont plus de



1 000 habitants avec au total 50 500 personnes qui y vivent. On peut donc raisonnablement en conclure que plus de la moitié (la majorité) de la population creusoise (60 %) a choisi de venir ou de rester vivre dans une commune de moins de 1 000 habitants. Et on peut envisager l’hypothèse qu’ils ont une bonne raison d’avoir fait ce choix, raison autre que psychiatrique a priori.

S’agissant de l’argument politique, laissons nous aller à citer un philosophe des Lumières... “Quand on voit chez le plus heureux peuple du monde des troupes de paysans régler les affaires de l’État sous un chêne et se conduire toujours sagement, peut-on s’empêcher de mépriser les raffinements des autres nations, qui se rendent illustres et méprisables avec tant d’art et de mystères ?”<sup>3</sup> Pour Jean-Jacques Rousseau, la

seule démocratie envisageable c’était la démocratie directe, celle des assemblées et des débats publics de la communauté villageoise réunie sous un chêne. Les mystères d’aujourd’hui s’appellent probablement SCOT, SRADDET, CLECLT, DSU, DSR, DNP, CIF, DETER, FDAEC... Autant de sigles, de démarches, de dossiers, de procédures qui nous ont

petit à petit dépossédés de notre capacité à comprendre et donc à débattre. L’art d’aujourd’hui c’est celui si délicat de dépouiller la commune de ses compétences et de ses moyens tout en faisant croire que c’est ça “l’intérêt général”, “la modernité”. Pour Rousseau, la démocratie ne pouvait au contraire s’organiser que sur des espaces, des territoires restreints, à l’échelle d’un village, d’un canton. Vue de la Montagne aujourd’hui, la commune reste en effet l’espace, administratif certes, mais surtout humain dans lequel s’inscrivent assez spontanément des expériences et des actions politiques originales. Voisins, sans être forcément amis, c’est l’espace dans lequel on se croise, se réunit, dans lequel on se donne les moyens de réfléchir à une vie commune, de répondre à nos besoins et nos envies. L’avenir de la commune, de nos communes, se jouera très probablement en grande partie lors des prochaines élections municipales. Mais d’ici là, à force d’entendre ces discours grossiers, méprisants mais lancinants sur les communes rurales, le risque est de se laisser peu à peu hypnotiser par toutes ces fausses évidences.

Hélène Mathiot

1 - Le journal La Montagne a publié le courrier envoyé aux communes dans son édition sur internet  
2 - Dans cette interview écoutable en ligne, on apprend également que seulement 18 communes sur les 256 communes de Creuses s’étaient portées candidates pour étudier la possibilité de fusion il y a 2 ans et que sur ces 18 communes, seulement 4 ont fait aboutir le processus...  
3 - Du contrat social, livre 4, chapitre 1<sup>er</sup> « Que la volonté générale est indestructible »

# “Producteur, c'est moche comme mot !”

La question agricole était un des fils rouges de la fête de la Montagne limousine qui s'est déroulée à Lacelle fin septembre. Une question posée par une cinquantaine de (plutôt) jeunes agriculteurs qui ont entamé ce jour-là une réflexion qui va se poursuivre tout au long de l'année.



À quoi ressemble l'agriculture sur la Montagne limousine ? Loin d'en être le fidèle reflet, l'assemblée réunie autour de ce thème lors de la fête de la Montagne a néanmoins donné quelques réponses à cette question. Peut-être parce que le public était plutôt jeune avec une bonne majorité de trentenaires, plutôt mixte avec une représentation presque paritaire, et regroupait à la fois des paysans ou éleveurs déjà installés et d'autres en phase ou en projet de l'être, le visage qu'ils offraient de l'agriculture locale apparaissait bien peu conventionnel. Étaient interrogés le travail individuel, l'insertion sur le marché et les circuits classiques de commercialisation comme la frontière entre activité économique et nourricière, agriculture productive et vivrière. Comme si le modèle classique était à réinventer, comme si, en définitive, il ne correspondait pas vraiment au territoire sur lequel il se vivait. “Il y a une particularité du plateau de Millevaches” expliquait cet éleveur de moutons corrézien pour lequel le modèle standardisé n'est pas en adéquation avec un territoire où les terres cultivables sont rares et les parcours nombreux.

## Au-delà ou en-deçà de l'économie

Ils sont plusieurs à l'afficher clairement : “J'ai du mal à concevoir l'agriculture comme une activité économique” explique Félix, récemment installé. “Producteur, c'est moche comme mot” renchérit franchement une autre. Camille, qui produit et transforme des petits fruits depuis 5 ans à Auriat, enfonce le clou : “Ça ne m'intéresse pas de vendre, pas plus que le rapport avec la mécanisation, même en bio !” Travaillant avec un cheval et des ânes et quelques brebis laitières, elle affiche ce qui, au fond, la motive vraiment : “Travailler sur le rapport au vivant animal et végétal et voir comment tout le monde pourrait avoir un lien au vivant” dans le cadre d'une agriculture plus vivrière et nourricière que marchande et monétaire. Une autre ne sait comment se définir ou se nommer : “Agriculteurs-agricultrices ? Paysans-paysannes ? Jardiniers-jardinières ?” Une manière de ramener l'activité productive sur ses fondamentaux : ne s'agit-il pas de nourrir les personnes, de travailler avec le vivant dans une symbiose entre la terre support, le pays environnant, les bêtes et les hommes, dans une relation aux autres qui ne soit pas que celle du producteur au consommateur. Milo, qui fabrique et vend des tourteaux sur les marchés de Haute-Corrèze, résume ainsi les choses : “Comment la paysannerie façonne son environnement et quels liens de la graine à la bouche ?” Loin des questions plus classiques (elles viendront) le débat était d'emblée posé en termes de sens et de finalités. Sens et finalités qui, évidemment, agissent sur le concret des gestes de chacun : quels rapports aux normes (contrôles, contrôles, contrôles...) à la logique économique (grossir, grossir, grossir...) et au temps (70 heures par semaine, 70 heures par semaine, 70 heures par semaine...) ? “Mon objectif est surtout de ne pas m'agrandir” explique Sybille qui depuis 11 ans élève sur 100 hectares des ovins et des bovins et qui a installé sur son exploitation un atelier de découpe. “Pas un des agriculteurs que je rencontrais ne travaillait moins de 70 heures par semaine, ils ne faisaient rien d'autre ! Comment partager le travail ?” s'interroge Hélène qui, avec son compagnon, veut se lancer dans un

élevage de vaches laitières. Beaucoup de questions... pour d'incertaines réponses.

## Les derniers des Mohicans ?

“La réalité, assène Denis, éleveur à Peyrelevade et membre de la Confédération paysanne, c'est qu'il y a des gens qui travaillent tous les jours pour que nos modèles alternatifs ne puissent plus fonctionner ! Au niveau politique, on ne souhaite pas notre présence et du jour au lendemain on peut nous rayer de la carte : il suffit de remettre en cause les aides MAE (1) par exemple ! On doit faire face à une lame de fond qui nous arrive de toutes parts”, ce qu'il nomme “la céréalisation de l'agriculture”. C'est le modèle productiviste et industriel qui n'a que faire des espaces de moyenne montagne comme le Plateau qui, dans ce scénario, se suffiraient à n'être que des espaces de production forestière ou d'énergie (l'eau et le vent) après s'être débarrassés des opiniâtres qui pensent que l'agriculture a toujours un avenir ici. Un élu de Lacelle le déplore en regardant la part de la surface forestière : 55% ! Un agriculteur à la retraite pose le dilemme : « Je me suis installé en 1973 vers Meymac et, parce qu'il fallait grossir, j'ai fini avec 250 brebis. L'exploitation a été reprise par un de mes enfants, mais hors ce cas de figure, aujourd'hui il est impossible de s'installer comme je l'ai fait à l'époque ! S'installer d'emblée avec 250 bêtes, qui en est capable ? Du coup se pose vraiment la question du renouvellement des anciens avec un choix de plus en plus réduit : c'est l'agrandissement des exploitations... ou la forêt ! » Pourtant, des jeunes qui veulent s'installer ça existe, reconnaît Tony, éleveur et producteur de petits fruits à Veix depuis trois ans, mais, comme il dit, « on y laisse quand-même des plumes... » Le débat oscille entre micro-démarches plutôt engageantes et optimistes et arrière-plan général plutôt sombre et destructeur. Sur la corde raide le paysan du Plateau ressemble à un funambule qui n'est pas prêt à se laisser aspirer par le vide... Mais pour combien de temps ? “En 2015, pour la première fête de la Montagne limousine, j'avais interviewé les 14 paysans de Tarnac, témoin Guillaume. Les deux constats qui sortaient de ces rencontres étaient assez noirs : les agriculteurs avaient très peu de liens entre eux et il y avait une grande souffrance devant la transformation du métier. En gros, ils avaient de moins en moins de marges de manœuvre et leur travail avait de moins en moins de sens.” C'est dire que le modèle est bien à réinventer. Briser les barrières entre deux visions du métier qui peuvent vite s'ostraciser mutuellement (un modèle ancré dans les circuits classiques et un autre, plus autonome et indépendant, voire hors circuit) apparaît nécessaire. Johanna qui élève 150 brebis depuis 10 ans à Gentioux ne veut pas trancher : “Je me sens entre la ferme vivrière et la ferme professionnelle, et je pense que les solutions sont certainement collectives.” Sur son exploitation (un autre mot “moche”) elle est submergée par le temps administratif (les normes, les réseaux, la paperasse) et le temps commercial. Elle sent bien qu'il faut aller vers plus de mutualisation dans le travail et ose pousser le bouchon un peu plus loin : “Comment pourrions-nous déconnecter revenu et production ?”

## Vendre tout de même... mais comment ?

Les consommateurs ramènent leur fraise. Ils sont quelques-uns qui se sentent concernés par ce qui inquiètent les paysans, veulent améliorer leur façon d'acheter et se demandent comment soutenir l'activité agricole. “Le problème, rétorque Jean-Claude, ancien agriculteur installé en 1980 vers Égletons aujourd'hui à la retraite, c'est que le Plateau n'est pas assez dense pour absorber la production locale.” Sybille confirme : “Il nous faut rechercher plus loin les clients” et Tony renchérit : “Au-delà de quelques niches, il y a un décalage entre l'offre et la demande locales. Attention à la concurrence qui peut mettre en péril nos structures ! Nous, concrètement on va vendre plus loin, tout seuls.” La solution ? Les deux sont d'accord pour dire qu'il faut trouver des synergies pour vendre en commun en restant indépendants sur leurs exploitations ou encore qu'il faut rechercher de nouvelles formes d'association. Comme sur le travail, l'aspiration à jouer plus collectif sur la vente apparaît comme une nécessité. Mais à 70 heures par semaine – si on a bien compris – qui peut aujourd'hui prendre le temps de cette construction nécessaire ?

(1) MAE : mesures agro-environnementales qui permettent aux éleveurs en zone sensible de percevoir un revenu pour l'entretien de certains espaces et qui ont failli faire l'objet en 2018 d'une suppression pure et simple sur le Plateau de Millevaches.

Michel Lulek

Contact : Clément Pichot, mail : pichclem@aol.com

## Des rencontres mensuelles cet hiver

Dans la suite de la Fête de la Montagne, est née l'idée de créer un moment de rencontre régulier entre paysan(ne)s et acteur(trice)s de l'agriculture du Plateau et d'ailleurs. L'intention est de dépasser le cadre d'une rencontre annuelle et d'ouvrir un espace de rencontre mensuel (en tout cas en hiver) pour avancer vers la construction du Commun agricole à l'échelle du Plateau. Une première rencontre a eu lieu le 27 novembre sur la ferme de Clément Pichot à Nedde (vaches laitières et transformation) sur le thème : « Temps de travail, partage du travail, travail en commun ». Le premier objectif est de se rencontrer, créer un espace et un cadre pour prendre le temps de discuter et de se connaître. Le deuxième objectif est de se réapproprier localement les sujets qui nous préoccupent en décidant et en incarnant des outils concrets (ou en faisant appel à ceux qui existent déjà). Chaque rencontre se terminera par une discussion collective sur le prochain ordre du jour et la prochaine ferme qui pourra accueillir.

# Un passé très présent : encore un film sur Guingouin ?

Le réalisateur Martial Roche, journaliste reporter, travaille depuis plusieurs mois sur un film documentaire dans lequel il s’interroge sur la persistance de la mémoire des actions de Résistance au régime de Vichy et à l’occupation allemande dans notre région. Il nous présente ici son projet et les principales idées qui le sous-tendent.

Au commencement de ce projet, il y a un tag apparu au printemps dernier sur le campus des Vanteaux de l’université de Limoges. Alors que la campagne électorale pour les présidentielles battait son plein, quelqu’un écrivit un slogan pour un “candidat” dont les bulletins ne seraient pas présents dans les bureaux de vote : “Guingouin 2017”. Ce tag semblait faire écho à celui de la gare d’Eymoutiers de mars 2009 proclamant : “C’est pas Julien, c’est l’esprit de Guingouin qui arrête les trains.”

## Dis moi ta mémoire, je te dirai qui tu es

La mémoire, ça ne va pas de soi. Pour passer de faits de Résistance en 1940-1944 à des tags à Eymoutiers en 2009 ou à Limoges en 2017, ou encore à la mention des Juifs pourchassés dans un communiqué sur les réfugiés, il y a plus de soixante-dix années de construction de mémoires collectives qui entrent en jeu, consciemment ou non. Chaque structure sociale – nation, communauté, commune, famille, association, entreprise ou groupe politique – dans la ou les unités de temps et de lieu considérées, puise dans son passé ce qu’elle pense correspondre à ses besoins du moment. La mémoire n’est jamais un acquis inerte, gravé dans le marbre, mais plutôt un nerf sensible.

La mémoire, c’est une part importante du récit de soi par lequel on se présente au monde. Pour reprendre les mots du professeur Corcos, psychiatre, elle est “le terreau des créations futures”. Elle peut aussi devenir un “carcan”. Frein ou moteur, le passé influe toujours sur le présent mais les enjeux du présent aussi influencent la mémoire du passé. La mémoire d’un groupe humain est à l’image de la société que ce groupe constitue. Elle est très rarement monolithique et invariable. Pour un individu comme pour un groupe social, regarder son passé, c’est souvent se regarder soi. Ce regard est souvent conflictuel. La mémoire n’est pour cela pas monobloc. Difficile de se reconnaître héritier de certaines parts de notre passé. Pour parler de la Résistance, elle ne constitue pas un roman manichéen. Elle comporte ses personnages en nuances de gris, ses transfuges et ses opportunistes, comme elle comporte aussi ses authentiques héros. Les choix ou les non-choix devant lesquels se sont trouvés hommes et femmes en capacité d’agir à ce moment-là ont dû être cornéliens. Renoncer au pacifisme, par exemple. Mettre, par son action, des proches en danger. La justice de la cause ne garantit pas la gloire.

## “Ça valait mieux comme ça”

Une anecdote que m’a racontée Christian Pataud, maquisard à Eybouleuf, près de Saint-Léonard, peut illustrer cette idée. En 1943-1944, une masse de jeunes hommes sans formation militaire se sont retrouvés avec dans les mains les fameuses mitraillettes Sten. Armes rustiques, simples d’usage mais instables. Des accidents eurent lieu. C’est ainsi par exemple qu’a trouvé la mort un des enfants du commandant Pinte de l’Armée Secrète lors d’un parachutage d’armes à Aix-sur-Vienne. “On a dit aux familles que les gars étaient morts au combat, et ça valait mieux comme ça” m’a dit Christian Pataud. Il est bien normal d’avoir quelques égards pour les proches des disparus. Il faut toutefois que ces égards soient conscients pour ne pas nous donner une fausse idée du réel. Il y a autant d’écueils à vouloir voir la Résistance trop belle qu’à vouloir la voir trop prosaïque.

La mémoire est aussi le reflet de réalités géographiques. Hormis De Gaulle, Jean Moulin et peut-être Pierre Brossette, peu de figures de la Résistance émergent dans la mémoire collective hors de leur région d’action. Tous les personnages de la Résistance sont portés par des mémoires de groupe. À Limoges, plusieurs artères principales de la ville portent des noms de résistants : Georges Dumas, François Perrin, Armand Dutreix... Pourtant, peu de limougeauds savent qui ils étaient. Guingouin a plus retenu l’attention et a été plus célébré dans les communes du sud-est de la Haute-Vienne. Ces particularités locales dénotent aussi des disparités de traitement selon les familles politiques. Le PC a toujours honoré ses morts de la Résistance – les 75 000 fusillés (en exagérant leur nombre au passage). Les vivants, en revanche, ont eu droit à un traitement plus ambigu. Les socialistes (SFIO), emmenés en Haute-Vienne par un Jean Le Bail qui n’y a pas participé, auront une attitude mémorielle plus réservée sur la Résistance. Tous, dans nos choix politiques, dans nos choix professionnels, sommes orientés par notre origine sociale et familiale, même quand on se construit en opposition.

Il y a autant d’écueils à vouloir voir la Résistance trop belle qu’à vouloir la voir trop prosaïque



## Une figure paradoxale

Le rôle de l’historien, par sa démarche et sa méthode, est d’aider ses contemporains à comprendre ce qu’ils exhument. Il se doit d’apporter, par la méthode scientifique, rationnelle, les outils nous aidant à maîtriser la part d’irrationnel dont il est difficile de se départir dans cet aspect de notre regard sur le monde. Une erreur à ne pas commettre, serait de croire que l’histoire détient la vérité. En réalité, l’historien, par son travail, définit la vérité la plus probable.

Guingouin est une figure paradoxale. C’est une figure locale. La promotion de son image qui aurait pu être portée par son parti, eu égard à l’exemplarité de son action, a été stoppée par son exclusion de 1952. Et bien que Compagnon de la Libération et “l’une des plus belles figures de la Résistance”, il n’est pas une figure pour les gaullistes, puisque communiste. Son image fut donc portée par des courants politiquement minoritaires ou marginaux. Et de fait, il n’est pas une figure connue du public en dehors des frontières limousines. Et pourtant...

Pourtant, il n’est pas inconnu dans les milieux se réclamant du communisme anti-autoritaire, dans les milieux libertaires et autonomes. Et sur les flancs de la Montagne limousine, donc, où le parallèle entre Petite Russie hier et résistances au capitalisme aujourd’hui, maquis hier et ZAD aujourd’hui, est tentant. Pourtant aussi, il est une figure qui a rencontré, inspiré les artistes. Et là, c’est un peu la question de l’œuf ou la poule. Est-ce que le personnage a inspiré les artistes ou sont-ce les artistes qui ont mythifié un personnage ? Les aléas de la guerre et de l’occupation ont amené à proximité des maquis de Guingouin deux hommes qui allaient devenir des artistes importants : Dante Gatti, venu prendre le maquis à Tarnac, et Izrael Biderman, réfugié à Ambazac. L’un deviendra le journaliste et dramaturge Armand Gatti, l’autre, sous le nom de Izis, un des photographes les plus renommés de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Le second tire le portrait des libérateurs de Limoges en 1944. Le premier écrit un poème qui ressemble à une chanson de geste à la mort de Guingouin. Le titre de la série de portraits d’Izis, “Ceux de Grammont”, fait référence à un maquis qui n’était pas sous l’autorité de

Guingouin. Izis, d’Ambazac, avait sans doute entendu parler de ce maquis de Saint-Sylvestre dont plusieurs hommes tombent début août 1944 dans un accrochage. Mais de ceux de Grammont, qui garde aujourd’hui la mémoire ? Ou celle des lycéens du 17<sup>e</sup> barreau, des réseaux Noyautage de l’Administration Publique, des réseaux des cheminots ? Sans que ce soit complètement de son fait, Guingouin aura mis dans son ombre bien d’autres acteurs de la Résistance. Leur expérience mérite pourtant autant d’intérêt.

## “J’avais pensé à Zapata”

Gatti, dans sa maison de l’arbre de Montreuil, avait mis le portrait de Guingouin dans son panthéon, aux côtés de Mao et Makhno. Plus tard, d’autres artistes se sont saisis du personnage. Rebeyrolle à Eymoutiers, bien sûr. Mais aussi d’autres, ces dernières années. C’est le cas notamment d’un romancier, Jean-Pierre Le Dantec ou de l’illustrateur jeunesse Yann Fastier, qui recherchait un personnage de bandit d’honneur : “Dans un premier temps, j’avais pensé à Zapata” Il faut dire que l’histoire de Guingouin aura contribué à le faire entrer dans la peau d’un personnage romanesque. Il y a son parcours de résistant de la première heure et ses coups d’éclats. Mais, surtout, les avanies qu’il vit après guerre ont un double effet. D’abord de souligner l’injustice du sort qui lui a été fait, et d’autre part, se retrouvant en marge, il a pu rester fixé dans l’image du résistant. Lui n’est devenu ni un professionnel de la politique, ni un apparatchik cautionnant les dérives du régime soviétique, ni un tortionnaire des guerres coloniales. En somme, il est la figure idéale de la Résistance.

Que faire d’une figure idéale ? C’est peut-être le questionnement fondamental de ce projet. Si l’histoire doit nous permettre de tirer un enseignement, d’enrichir notre approche du monde, alors il faut la soumettre à un questionnement jamais arrêté. Le devoir de mémoire n’existe pas. Notre devoir, vis-à-vis de nos prédécesseurs, de nos successeurs et de nous-mêmes, est d’avoir sur notre héritage le regard le plus lucide. La même lucidité que nous devons avoir sur notre présent.

Martial Roche  
<https://fr.tipee.com/martial-roche-films>  
<https://www.youtube.com/watch?v=M22SJ5Y659Y>

# Des projets d'énergie renouvelable collectifs pour et par les habitants sur le territoire

## L'énergie, une affaire citoyenne

Aujourd'hui, les installations d'énergies renouvelables (barrages hydrauliques, parcs éoliens, installations photovoltaïques) sont majoritairement exploitées par des structures extérieures au territoire, avec peu de retombées locales et peu de place aux habitants et collectivités pour décider de la gestion de la ressource, de l'utilisation des bénéfices (notamment économiques) et de l'anticipation des risques. Nous devons veiller à valoriser nous-mêmes nos ressources naturelles par l'engagement et les intérêts du plus grand nombre de "gens du pays". C'est pourquoi s'est créée le 3 septembre dernier l'association Courant citoyen. Explications.

### Faillites, rêves et chasses à la prime

Le Too big to fail (trop gros pour faire faillite) a vécu. La folie des grandes unités de production par "intégration horizontale" (rachat de concurrents) ou "intégration verticale" (rachat d'intermédiaires entre producteurs et clients) s'est déjà fissurée (faillite de Pechiney) et la puissance chinoise montante nous obligera à nous remettre en question car nous ne serons plus de taille à les concurrencer. La nécessité d'opérer une transition écologique, énergétique ne fait aucun doute. Les directives européennes de mise en concurrence des producteurs (production d'énergies, transports, télécommunications, banques...) ont obligé EDF à accepter des concurrents. EDF est à ce titre mis en concurrence avec d'autres structures pour reprendre la gestion des barrages hydrauliques qui lui avait été concédée après 1945.

Les autres pays européens sont en avance sur nous du fait de nos investissements massifs dans des "rêves de domination par l'excellence" : Concorde jamais rentable, TGV financé au détriment des lignes inter-régionales, énergie nucléaire financée au détriment des énergies renouvelables... En Belgique, sur 7 réacteurs construits par l'ingénierie française, un seul est en état de fonctionnement, en Grande Bretagne l'EPR a plus de cinq ans de retard et à coût budgétaire pulvérisé. Nos choix stratégiques nationaux seront-ils un jour à hauteur du réalisable et pour les intérêts de tous, donc décentralisés en région ?

À cela il faut ajouter les prospections territoriales massives des investisseurs institutionnels pour développer les énergies renouvelables. Des filiales d'EDF investissent clefs en main sur des toitures privées. Combien de propriétaires ont dû supporter des charges sans avoir reçu leur juste proportion de revenu ? Ainsi ont fleuri des champs d'éoliennes en Beauce et en Brie, une centrale solaire de quelques hectares en Catalogne française, des méthaniseurs comme celui qui est attaché à la ferme des mille vaches en Normandie. Ce dernier exemple révèle un symptôme, celui du chasseur de primes, directes ou indirectes, à la production d'énergie qui relègue l'élevage des laitières au niveau de sous-production.

### Courant citoyen

Devant ce constat, il apparaît évident qu'il faut valoriser nous-mêmes nos ressources naturelles territoriales. Cette prise de conscience coïncidant avec la nouvelle stratégie économique des territoires déshérités, celle des circuits courts, l'association Énergies pour demain et le Parc naturel régional Millevaches en Limousin ont fédéré autour d'eux en juin 2018 un groupe de citoyens, qui a créé une nouvelle association "Courant Citoyen" le 3 septembre dernier, destinée à étudier la faisabilité de production d'énergie citoyenne, puis une SAS, société par actions simplifiées, permettant aux habitants et collectivités d'investir ensemble et directement dans des installations de production d'énergie renouvelable. Plusieurs exemples régionaux nous servent de guide (voir références en fin d'article).

Nous avons déjà opté pour les orientations suivantes :

L'association Courant citoyen est à la recherche de toitures ! L'objectif est d'avoir 5 installations photovoltaïques en production d'ici 2020

- Structure juridique de "SAS" pour nous donner la souplesse dans la rédaction des statuts que nous souhaitons coopératifs,
- La valeur nominale de l'action sera fixée pour permettre un actionnariat ouvert à des personnes motivées par le développement de notre territoire, même si elles n'y résident pas,
- La gestion serait collective, tant pour les décisions d'investissements que pour celles de répartition des résultats. Le mode de gouvernance serait un actionnaire = une voix. Les décisions seraient prises au consensus ou à défaut à la majorité qualifiée des 2/3 des présents et représentés,
- Affirmer la volonté d'avoir des installations lucratives mais non-spéculatives, dégageant des bénéfices qui seront destinés à soutenir de nouveaux investissements ou des projets pour le territoire.

D'autres sujets restent à approfondir : le modèle économique, les moyens et sens de notre communication... Nous accueillons dès maintenant tous les volontaires intéressés par le projet.

### Installations photovoltaïques d'abord

À terme, nous ouvrirons les investissements citoyens à tous les types de production d'énergies renouvelables pertinents sur notre territoire. Nous sommes conscients que les investissements en énergies renouvelables seront obligatoirement diversifiés en fonction des potentiels dominants. Le principe de bon sens sera de faire des investissements proportionnels à l'exploitation des potentiels énergétiques, dans la durée et non pour l'épuisement des ressources en huit ou dix ans comme le propose CIVB avec l'énergie bio-sourcée forestière.

Pour les premiers projets nous privilégions les installations photovoltaïques de 9 à 100 Kva (kilo volt ampère), corres-

### Pourquoi développer un tel projet ?

- Pour produire et consommer notre "propre" énergie localement,
- Pour partager collectivement les bénéfices d'une ressource commune, appartenant à tous,
- Pour maîtriser localement et de façon démocratique les décisions en faveur de l'intérêt collectif local,
- Pour mobiliser l'épargne au profit d'un développement local, responsable et durable,
- Pour que chacun puisse s'impliquer dans la transition énergétique, en proportion de ses moyens,
- Pour choisir nos investissements en relation à notre environnement et cadre de vie que nous voulons accueillant et durable,
- Pour actionner le double levier d'économie de CO2 et de participation au refroidissement de l'atmosphère par le photovoltaïque, captation de l'énergie solaire sans création de combustion.

pondant à une surface de 60 à 650 m², sur des toitures publiques ou privées. Ce choix est fonction des conditions de réalisation des projets, rapidité des procédures administratives, technicités plus éprouvées et montant moindre d'investissement significatif pour le photo-voltaïque que pour les autres sources d'énergies. Il faut savoir que compte tenu de l'engouement pour le photovoltaïque (environ 20 000 installations tendraient vers 150 000 par an après 2020), EDF considère déjà que les installations inférieures à 36 Kva sont assimilables à des productions pour l'autoconsommation locale. Il est même probable que le tarif de rachat de l'électricité à ces petites et moyennes unités soit libéralisé d'ici 2025. Cela signifie que tous les contrats signés avant garantiront un tarif jusqu'à l'échéance. De ce fait, nous avons décidé que les premiers investissements ne seront que pour une vente totale de la production. Nous sommes donc à la recherche de toitures ! L'objectif est d'avoir 5 installations en production d'ici 2020.

Dominique Fabre et Mailys Habert  
Courant citoyen est accompagnée par l'association CIRENA : Citoyens en réseau pour des Énergies Renouvelables en Nouvelle Aquitaine, celle-ci accompagne les collectifs citoyens dans toutes les études préalables juridiques, techniques et économiques et la mobilisation citoyenne.  
courantcitoyen@ilico.org – Côte de Vinzan, 19 290 Peyrelevade.



### Quelques exemples de porteurs de projets d'énergie citoyenne

Éolienne de Rilhac Lastour : <http://eol87.fr>  
Combrailles durables : <http://combraillesdurables.org>  
SAS Citoyenne solaire : <http://lacityennesolaire.wix-site.com>  
SAS I-ENER (Pays Basque) : <http://i-ener.eus>  
SAS Soleil d'Ayen : <https://energie-partagee.org/projets/soleil-d-ayen/>

## LECTURE

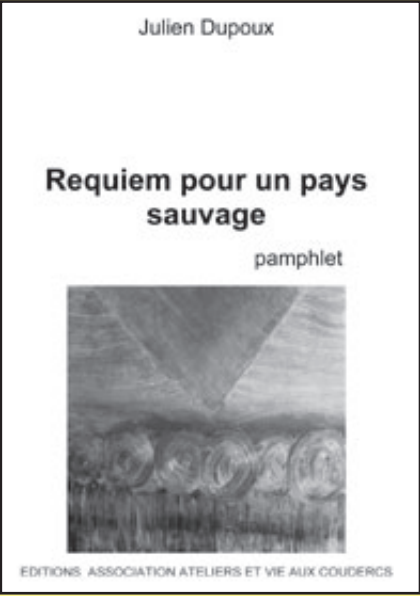
### "Requiem pour un pays sauvage" - Julien Dupoux

Voici un ouvrage que tous les décideurs parisiens, et leurs représentants en Creuse, feraient bien de lire, même si – et surtout si – ça leur donne des boutons, ... Les 110 pages de Julien sont une démonstration virulente de tous les malheurs que le "progrès" a fait abattre sur la Creuse depuis des décennies. Pour résumer : la destruction et le pillage de ses campagnes. La Montagne titrait il y a peu, à propos de l'ouvrage de Julien Dupoux : "Choisir entre la Beauce et le Cantal". Julien est bien connu en tant que créateur du "Trou des Combrailles", un cousin germain d'IPNS (où il écrit parfois). Ses multiples casquettes peuvent donner le vertige : comme il n'en porte pas ... de casquette, retenons le qualificatif militant de "lanceur d'alerte", pour ce trentenaire géographe écolo. Revenons à son plaidoyer. Dans la famille saccageur, tout y passe : les décideurs ci-

dessus, les élus, les aménageurs, les agriculteurs productivistes, les amateurs de quad sur les chemins ... Julien définit son département comme une "campagne un peu reculée, qui n'a pas envie de devenir l'arrière-cour des villes". Qui verrait une destruction programmée, - et rejetée - à coup de grands projets industriels, de béton, d'éoliennes et d'agriculture productiviste. On sait bien que les oiseaux, les abeilles, la faune sauvage en général en sont les premières victimes, et les habitants indirectement. Julien y ajoute ce constat : on veut partout de nouvelles habitations, des lotissements pour attirer les péri-urbains, alors qu'il y a tant de maisons vides. L'auteur souligne enfin que "si on enlève la qualité de l'environnement, il n'y a plus de raisons de vivre ici". Tout ceci est une sorte de contre-plan pour la Creuse, rédigé avant même que ce dernier ne sorte des bureaux des

technocrates de l'Elysée ou de Matignon. On peut ne pas aimer ce style de pamphlet, sur le fond, comme sur la forme, il est pourtant salutaire. Bien sûr, ce type d'ouvrage attirera d'abord des convaincus, peut-être seulement des convaincus. Ce serait dommage. Nous vous le conseillons. Julien Dupoux est publié grâce à un éditeur indépendant : Bernard Bondieu, dont une peinture illustre la couverture de l'ouvrage. Outre la version papier, Julien présente désormais sa démonstration sous la forme d'une conférence gesticulée. Et il sera un des animateurs des prochains Bistrots d'Hiver (programme détaillé à venir).

Editions Association Ateliers et vie aux Coudercs  
8 Lascoux, 23220 Jouillat - 05.55.51.22.39  
[www.bernard-des-coudercs.book.fr](http://www.bernard-des-coudercs.book.fr)



# Un gîte pour vivre sa vie jusqu'à la fin

Notre société contemporaine est traversée par une question qui interpelle les soignants, les institutions de santé, les collectivités locales, les familles des patients, la société toute entière. Elle concerne la fin de vie, l’euthanasie, le droit à mourir dignement. Et si, avant de parler de la mort, nous parlions ensemble de la vie ? L’association l’Arbre, née à Eymoutiers il y a tout juste un an, s’est donnée comme objectif la création d’une maison pour accueillir des personnes en fin de vie.

Lorsque la médecine ne peut plus rien faire d’autre que d’atténuer la douleur, lorsque toute décision d’intervention relèverait d’une obstination déraisonnable, la mort apparaît comme un processus naturel, une évidence à laquelle notre société et notre culture nous préparent mal. Nous voilà, parfois soudainement ou brutalement, confrontés à un temps de “reste à vivre” qui peut s’avérer assez long pour envisager toutes sortes de projets, demander d’inventer de nouveaux modes d’organisation du quotidien, investir des relations humaines inédites. Bref, la vie, quoi ! Mais alors, quelles solutions existent pour accompagner ceux qui veulent considérer que cette dernière étape de la vie vaut le coup d’être vécue pleinement ? Notre espace public est-il doté de lieux et de compétences pour répondre à ce besoin ? Faut-il laisser ce temps précieux aux seules mains des médecins ou prendrons-nous la mesure de nos responsabilités citoyennes sociales, politiques, humanistes ?

## Maintenir la qualité de vie jusqu’à la fin

Imaginant ce que seront nos derniers mois sur cette terre, nous sommes nombreux à dire que nous voudrions rester à domicile, dans nos meubles et nos habitudes, auprès de nos proches et dans un environnement qui nous est familier. Mais cette solution n’est pas toujours réaliste. La solitude pèse lourd, les soignants s’épuisent. La dépendance, la mobilité réduite, la nécessité de soins, le manque d’autonomie qui affecte tous les gestes du quotidien sont bien souvent des sources de préoccupations, une charge lourde à porter dans des logements qui s’avèrent rapidement inadaptés. C’est plus vrai encore dans nos campagnes où s’ajoute l’éloignement séparant les hameaux des centres bourgs et les habitations entre elles. Ces distances parcourues par les infirmier(es) et aides-soignant(e)s représentent un coût humain et financier non négligeable pour la collectivité. La télé-médecine qui suscite tant d’appels à investissements

publics et privés apportera-t-elle un changement significatif ? La révolution technologique espérée n’apportera pas le geste chaleureux, le lien social, l’énergie vitale dont le patient a besoin bien au-delà des médicaments et des soins du corps.

## Une alternative à l'hôpital

L’hospitalisation est bien souvent un choix contraint. On redoute de quitter son domicile pour partir dans une structure qu’on juge éloignée et anonyme. N’entend-on pas très souvent dans les médias ou dans les cercles d’amis que les soignants y sont épuisés, maltraités, contraints à des actes médicaux quantifiés selon des critères financiers ou en temps imparti ? Les établissements d’hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) sont plus mal jugés encore. La critique se fait plus vive pour dénoncer le manque ou la non-qualification des personnels, leurs conditions d’exercice des soins qui confinent parfois à la maltraitance, les visées de rentabilité pour rémunérer un actionnariat qui fait de la fin de vie un placement financier. L’association l’Arbre ne souhaite pas apporter de l’eau au moulin des détracteurs du service public, ses adhérents n’ont pas la prétention collective de changer le modèle économique dominant, ni de mettre en cause la décentralisation de l’administration territoriale de la République ou le rapport entre les techniciens et les élus, moins encore le savoir expert des soignants. Mais quand même. Ils ne veulent pas rester sans rien faire et veulent participer à des évolutions qu’ils jugent nécessaires. Leur postulat est d’apparence simple : entre hôpital et domicile, il manque dans le paysage médico-social actuel un lieu permettant aux patients de vivre pleinement leur vie jusqu’à la fin. Il faut élargir l’offre.

## Une maison pour finir sa vie

L’association l’Arbre s’est donné pour objet de préfigurer une maison d’accueil, d’accompagnement et de répit à orientation palliative. Ses adhérents sont des médecins, des infirmiers et aides-soignants, des psychologues et des assistantes sociales, des élus et des citoyens. Cette maison sera conçue comme un gîte d’étape AOC, reflet du terroir, de ses habitants, de l’économie et de la culture locales. Un lieu de vie où les soins sont dispensés par les médecins et soignants habituels, où les rythmes de chacun sont respectés, où l’art et les loisirs ne sont pas oubliés, où le quotidien s’organise “comme chez soi”, à l’écoute des besoins et des projets des résidents. Ceux-ci seront des personnes en fin de vie, ou accueillis pour un séjour pendant lequel leurs soignants bénéficieront d’un répit nécessaire. C’est un projet à taille humaine dans une organisation institutionnelle qui a une fâcheuse tendance à segmenter les compétences “en tuyaux d’orgue”, qui souhaite orchestrer harmonieusement différents savoirs et savoir-faire. C’est un projet humaniste qui affirme qu’une fois éradiquée la douleur, il est tout aussi important de penser aux autres souffrances, de veiller à l’accompagnement fraternel du patient sur le plan psychologique, à la recherche de quiétude et de sérénité.

C’est un projet politique qui nécessite de mobiliser la société locale, demandant d’être soutenu par les élus qui y verront un levier de développement de la collectivité qu’ils animent, et de façon plus large, au maintien de l’activité et des habitants sur le plateau de Millevaches et en Limousin.

## Coopération

Les adhérents de l’Arbre sont déterminés, prêts à faire valoir les idées et les arguments qu’ils ont forgés à l’écoute des contraintes et des projets de leurs interlocuteurs : praticiens, patients, familles, autorités institutionnelles. Mais ils sont aussi des citoyens qui savent se tenir à leur juste place. Pas question de s’ériger en maîtres d’oeuvre du projet, mais plutôt en animateurs, mettant en lien les uns et les autres. Ainsi, la réalisation de l’établissement sera confiée à un comité de pilotage réunissant tous les partenaires susceptibles d’être impliqués : autorités de tutelle, institutions du soin et du médico-social, associations d’usagers, praticiens (médecins, infirmières, aides-soignants, organismes gestionnaires et financiers,

responsables territoriaux,...). Cette volonté de coopération entre les acteurs pour co-construire la maison qui s’intégrera parfaitement dans son environnement est centrale dans le projet de l’association, aujourd’hui pour en définir les contours, demain pour définir le cahier des charges de son fonctionnement. Cela le rend aussi un peu plus complexe. La démarche en effet propose de reconsidérer des décisions implicites bien installées dans nos habitudes collectives, pour les remettre en question et vérifier qu’elles sont toujours opportunes. La culture palliative qui nourrit l’Arbre est une réflexion globale. Comment faire société locale, solidaire, impliquant et reconnaissant chacun comme capable de prendre les décisions qui le concernent ? Vaste projet qui invite le patient à dialoguer avec son médecin, le contribuable avec les gestionnaires de l’argent public, l’électeur avec ses mandataires élus, l’agriculteur avec son voisin néorural... L’initiative citoyenne dérange, provoque du débat, fait naître des résistances.

## Transformer le paysage économique...

La maison que souhaite créer l’Arbre va sans doute participer à transformer le paysage local et global dans lequel elle va s’implanter. Dans le paysage économique d’abord. Entre les deux modèles idéologiques qui opposent une économie administrée par l’État à une économie dirigée par la rentabilité des marchés financiers, faisons reconnaître l’économie du partage, de la solidarité, de la citoyenneté active. Les experts connaissent la part importante de cette économie dans les échanges locaux ou mondiaux. Ils savent par exemple que les inventeurs du co-voiturage et des parkings-relais aux abords des péages d’autoroute ont d’abord été des citoyens s’organisant pour diminuer leurs frais de transports et leur empreinte écologique. A l’heure où l’on entend trop souvent que l’argent public se fait rare, la participation des citoyens à une plus juste répartition des biens publics montrera le bien-fondé concret de la notion d’économie alternative.

Dans nos territoires ruraux, l’enjeu d’une coopération entre tous les acteurs économiques n’est pas mince.

## ... institutionnel ...

Dans le paysage institutionnel ensuite. Faisons valoir l’expérience pratique des patients-usagers pour établir un diagnostic, participer à définir un traitement, administrer les services. La Loi Claeys-Léonetti nous reconnaît ce droit. Le savoir des médecins et le savoir-faire des techniciens du soin ne peuvent qu’en être augmentés. La médecine clinique n’est-elle fondamentalement celle qui s’appuie sur le savoir du patient ? La démocratie sanitaire n’est pas une lutte contre le pouvoir médical ? Elle met le patient à sa juste place, c’est à dire au centre des préoccupations de tous. C’est un choix de gestion plus raisonnable que celui conduit par les lobbys de la chimie qui ont pour priorité la commercialisation des médicaments.

## ... et démocratique

Dans le paysage démocratique enfin. Sous l’impulsion d’associations citoyennes locales, nationales, altermondialistes, des coopérations se nouent entre la population, les techniciens de l’administration et les politiques. Il existe des conseils de résidents qui organisent les liens sociaux dans un quartier, des conseils de développement dont les membres débattent des données économiques et sociales d’un territoire et proposent des solutions aux élus, des budgets participatifs organisés dans des établissements scolaires par exemple : ils associent élèves, parents, enseignants et personnel administratif pour décider des investissements à privilégier. Avec ces dispositifs, les élus, loin de perdre les prérogatives de leur mandat électif voient celui-ci se légitimer et se renforcer. A l’heure de la crise de la représentation, voilà un aspect positif qui n’est pas négligeable. Le projet de l’Arbre est dans l’air du temps. Ses racines sont encore à nu, mais gageons qu’elles trouveront bientôt à s’implanter en terre limousine. Des projets semblables viennent de naître en région Centre et en Occitanie. Ils suivent l’exemple de nombreux autres, plus de 500 en Europe.

Association l’Arbre  
Johan Jooren (johan.jooren@orange.fr - 07 85 57 93 25).

## “On ne meurt pas bien en France”

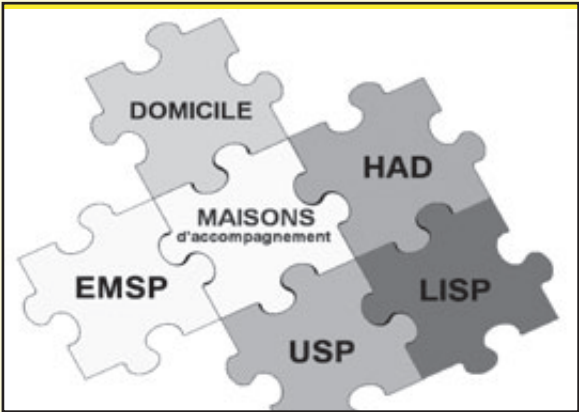
Dans une tribune à son initiative signée par 156 députés dont Sophie Beau-douin-Hubière, députée de Haute-Vienne, le député du Rhône Jean-Louis Touraine constate que l’offre de soins palliatifs ne satisfait pas à la multiplicité des situations individuelles et des souffrances des personnes en fin de vie. Des souffrances accentuées par l’impossibilité pour chacun de “choisir sa fin de vie”. Si quelques progrès ont été enregistrés avec la loi Claeys-Leonetti, force est de constater que celle-ci n’a pas permis d’introduire d’innovations significatives. Le problème actuel est qu’il manque – et c’est crucial ! – une liberté, un droit au choix. Il ajoutait qu’un pourcentage infime de Français avaient connaissance et accès aux propositions de soins palliatifs.





Cinq types d'offres de soins palliatifs en Limousin

- Les soins à domicile
- L'hospitalisation à domicile (HAD) et les services infirmiers de soins à domicile.
- Les unités de soins alliatifs (USP) sont des petits services au sein d'un hôpital accueillant les patients pour une durée limitée. Le CHU de Limoges est ainsi doté d'une USP de 12 lits.
- Les équipes mobiles de soins palliatifs (EMSP) apportent un soutien global et une écoute active aux soignants. L'EMSP prend en charge la douleur, l'accompagnement psychologique et psychosocial du patient, les conditions de son retour et du maintien à domicile, la sensibilisation aux soins palliatifs et à la réflexion éthique. Il existe une EMSP par département.
- Les lits identifiés en soins palliatifs (LISP) sont situés au sein d'établissements hospitaliers. Ils permettent une ouverture et un lien entre le domicile et les établissements.



Une journée à la Maison de l'Arbre\*

Présentation du projet de Maison de soins à orientation palliative à Eymoutiers

Suzanne vient d'arriver. Dans la cuisine, elle partage un café avec sa collègue, l'infirmière de nuit et Nelly, la bénévole qui a passé la nuit auprès de Maurice qui avait demandé une présence auprès de lui.

Le gîte s'éveille. Si quelques stores sont fermés, c'est parce que certains patients dorment encore. Pour ceux-là, les soins peuvent bien attendre ! Tout à l'heure, c'est avec une bénévole qu'elle donnera sa toilette à madame Pénicaud. Ce moment, pourtant délicat au point de vue technique, sera un temps de partage et d'intimité, témoignage d'un profond respect mutuel entre patients et soignants. Cette ancienne institutrice était seule, dans sa maison que son invalidité grandissante rendait inhospitalière. Alors, quand la maladie s'est brusquement aggravée, madame Pénicaud s'est souvenue que dans le hameau voisin, le gîte « l'Arbre » avait ouvert ses portes. De prime abord, elle n'avait pas compris comment cette ancienne grande maison bourgeoise pourrait accueillir des patients en fin de vie. Cela ne ressemblait pas à un hôpital ! Puis elle a finalement accepté de suivre les conseils de son médecin. Lui et l'infirmière du réseau

local pourraient continuer de la visiter régulièrement.

Ce matin, Suzanne choisit de finir sa tournée par la chambre de Pierre, nouvel arrivé d'hier. Elle pourra lui consacrer le temps nécessaire pour un premier contact, même si elle a le sentiment de déjà le connaître un peu grâce à la présentation faite par le médecin coordonnateur ayant annoncé son arrivée prochaine au cours des précédentes réunions de maison. Elle l'accompagnera, s'il le souhaite, pour déjeuner à la grande table de la salle à manger commune.

Car les bonnes odeurs de cuisine qui envahissent déjà toute la maison annoncent le repas, convivial ou dans les chambres. Suzanne se rappelle qu'elle doit demander à Johan comment il réalise son fameux pain de légumes qui a régalé tout le monde hier.

On est jeudi : le temps de sieste des hôtes est, pour les bénévoles et les soignants, l'opportunité d'une séance de travail collectif animée par Laurence - la psychologue à disposition des patients et des aidants - sur la question du soin et de la souffrance. Au même moment la directrice coordinatrice reçoit les représentants de la mutuelle, de l'ARS et de

l'hôpital de Saint Léonard pour le point administratif et financier semestriel.

En fin d'après-midi, Lorie va venir jouer du violoncelle dans le hall : les portes des chambres seront grandes ouvertes et ceux qui peuvent pourront s'installer devant la grande baie vitrée qui donne sur le plateau de Millevaches.

Avant de rentrer à son domicile, Suzanne va se recueillir auprès de la dépouille de Kevin, le jeune patient. Les aides-soignantes ont fait sa toilette mortuaire. Elles se sont appliquées à préserver une belle attitude au jeune homme qui aura été, ces dernières semaines, le centre de toutes leurs attentions et de leur tendresse. Les larmes ne sont pas loin, bien sûr, mais elle sait qu'après la visite de la famille, elle pourra partager un moment de deuil avec ses collègues. C'est cette unité et cette fraternité qui lui donneront, demain matin, la force et la joie de venir exercer un métier empli d'humanité.

(\*) Récit librement inspiré par la lecture du livre de M.de Hennezel "La Mort intime"

Droits des malades et fin de vie

La Loi Léonetti (2004) est la seule loi de la Ve république votée à l'unanimité des députés. Le texte a pour objet d'éviter les pratiques d'euthanasie et d'empêcher également l'"obstination déraisonnable" sous forme d'acharnement thérapeutique en fin de vie. Cette loi propose de développer les soins palliatifs donnés aux patients en fin de vie, afin de prendre en compte leurs souffrances psychologiques et sociales. De nouveaux droits des patients sont définis dans la loi Claeys-Léonetti (2013) et notamment l'instauration des directives

anticipées (document écrit, daté et signé par une personne qui rédige ses volontés quant aux soins médicaux qu'elle souhaite ou non recevoir; dans le cas où elle se trouverait dans l'incapacité de les exprimer) et de la personne de confiance qui accompagne le patient dans ses démarches de santé et transmet les volontés du patient devenu hors d'état de s'exprimer.

Lacelle portes ouvertes

La quatrième Fête de la Montagne limousine s'est déroulée à Lacelle du 28 au 30 septembre 2018 et a accueilli 2 100 personnes.

Mettre les débats au cœur de la fête était cette année un choix délibéré des participants. Cette fête se veut en effet autant studieuse que plaisante, autant politique que ludique. Débattre des enjeux du territoire est en effet la raison première de cette fête. Cette année quatre fils rouges étaient tirés : l'agriculture (voir page 9), la forêt, l'accueil, en particulier des réfugiés, et la manière dont chacun, au niveau de sa commune ou plus globalement de l'ensemble de la Montagne, pouvait devenir partie prenante des décisions qui la et les concernent. La plénière de fin a débouché en ce sens sur un projet de "Syndicat de la Montagne" sur lequel planchent depuis quelques mois une douzaine de personnes. Pour celles et ceux qui l'ont ratée, elle est visionnable intégralement sur le site de Télé Millevaches (<http://telemillevaches.net/videos/vers-une-libre-administration-de-la-montagne-limousine>).

Un des mots qui pourrait le mieux résumer cette fête, c'est Viviane Dantony, la maire de Lacelle, qui l'a trouvé : "biodiversité". "À titre personnel et en tant qu'élue, je tiens à vous dire combien je suis sensible à votre enthousiasme à vivre ici pleinement et en conscience, solidaire de votre infatigable questionnement sur la préservation de notre biodiversité dont l'homme est au cœur, interrogative sur vos débats lorsqu'ils font la part trop belle à la polémique et à la violence, respectueuse de ceux-ci lorsqu'ils mettent toute votre intelligence, et il y en a, au service du mieux vivre ensemble et du bien commun. Vous nous avez généreusement donné lors de ce week-end de fête un bel exemple d'espérance collective." C'est bien cela que tente depuis quatre ans cette fête : construire collectivement l'avenir d'une Montagne limousine soucieuse de préserver ses ressources, soucieuse de solidarité et à la recherche de biens qui soient communs à tous les habitants de la



Montagne. Ce n'est évidemment pas un chemin facile et toujours consensuel (on le voit bien avec l'exemple du projet discuté de l'usine CIBV à Viam), même si sur certains sujets l'attitude est plus homogène. L'accueil de nouveaux habitants (quels que soient la couleur de leur peau, leur itinéraire antérieur ou leur situation actuelle) fait ainsi l'objet d'une position plutôt bienveillante, renouant du reste avec des épisodes antérieurs de l'histoire de la Montagne. Le réalisateur Martial Roche qui promenait sa caméra sur la fête reliait tout cela avec un "esprit de résistance" que beaucoup, ici, ne renieraient pas (voir son article page 10).

Plus de 80 stands et discussions, 30 événements, 11 concerts, des ateliers, deux balades, etc. ont complété ce week-end ensoleillé. Et puis, peut-être le plus important : les rencontres. "On ne se voit qu'une fois par an, raconte cette agricultrice creusoise en retrouvant un ami : c'est pendant la fête de la Montagne !" Enfin, n'était-ce pas la première fois qu'on pouvait rejoindre la fête de la Montagne avec un train qui débarquait ses voyageurs au cœur même de celle-ci ? Pour combien de temps encore ? Image paradoxale de l'avenir de la Montagne : une ligne SNCF en sursis qui croise un rassemblement festif renaissant chaque année. Tout un symbole !

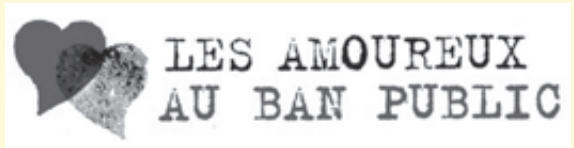
Michel Lulek

# Chroniques d'exils



## L'amour au temps de Dublin

Après l’élection du nouveau président, la guerre civile a éclaté. Menacé, battu, traqué, sa famille décimée, Gaston, soutien de l’ex-président déchu, a fui et a erré de pays en pays. À la fin de la guerre, Gaston a tenté le retour au pays, mais la guerre civile traverse les familles et son oncle, homme puissant, a remis la police à ses trousses. Il s’est caché et c’est là qu’il a rencontré Mariamne. Ce fut le coup de foudre ! Mais Gaston a dû fuir à nouveau et a demandé asile en France. À ce jour, il est en CADA et attend son recours CNDA. Mariamne et Gaston sont restés en lien. Mais l’oncle de Mariamne a voulu la marier contre son gré à un vieux. Alors Mariamne est partie à son tour, a traversé le désert jusqu’en Lybie où elle a été mise en prison. Une enfant est née suite aux viols subis. Après la naissance, elle a été libérée et c’est à ce moment qu’elle a contacté Gaston, abasourdi de recevoir un appel avec un indicatif inconnu. Mariamne a réussi à traverser l’eau jusqu’à l’Italie puis a rejoint Paris où il l’a récupérée. Gaston a annoncé à tous qu’il avait retrouvé son amoureuse et qu’il allait élever la petite comme sienne. Bien sûr, ils sont allés déclarer Bineta en mairie et elle porte le nom de Gaston. Actuellement quand on le croise il a toujours un vêtement d’enfant ou un jouet en main. Gaston a commencé à recueillir le récit de Mariamne en vue de la demande d’asile. Entre les éléments factuels terribles, des mots d’amour à chaque page.



Hélas la romance a viré au noir quand ils sont allés déposer la demande d’asile de Mariamne en préfecture ! Elle a laissé ses empreintes en Italie et elle a donc été placée en procédure Dublin. Regain d’espoir : il existe un article qui permet la réunion de demandeurs d’asile d’une même famille au sein du même pays et c’est bien ce qu’ils sont : une famille ! Mariamne fait un courrier à la préfecture expliquant la situation, preuves à l’appui, pour déposer sa demande en France. En attendant, Mariamne, interdite de CADA de par sa situation administrative, est hébergée en centre d’urgence avec sa fille, Gaston vient les voir tous les jours, mais lui est interdit de dormir avec elle. Un mois après, la préfecture répond : arrêté de transfert et assignation à résidence. On découvre que Mariamne avait fait une demande d’asile en Italie, elle ne le savait pas. Effectivement, on lui a pris deux fois ses empreintes : à son arrivée et dans un centre d’hébergement. Quand Gaston lui avait demandé si elle avait fait une demande d’asile là-bas elle disait non : on ne lui a jamais demandé de raconter son histoire. Elle ne parle pas un mot d’italien et n’a rien compris à ce qui se passait. Une demande d’asile à l’insu de son plein grès donc. 48 h pour faire un recours, trouver un avocat. Le juge donne raison à la préfecture, parlant de “reconnaissance de paternité d’opportunité“. Mariamne est enceinte de Gaston, mais la “grossesse est trop récente“, il n’y a “pas de vie commune“, et pour cause, cela leur est interdit. L’avocate a fait appel, pense saisir le conseil d’état. La préfecture, diligente, a remis ses billets d’avion à Mariamne qui a refusé de signer. Moins de quatre mois se sont écoulés entre la réunion des amoureux et la remise des billets d’avion ! Situation inverse pour Aminata et Ahmed, ils ont un fils. Elle est en CADA, qui n’accueille pas de personnes en procédure Dublin. Quand Ahmed a été placé en procédure Dublin, ils ignoraient encore la grossesse. Il n’a fait une reconnaissance par anticipation (avant l’accouchement) que lors du recours, sur conseil de l’avocat. C’est donc “manifestement une reconnaissance frauduleuse“ selon la préfecture. Interdits de vie commune, il fait les aller- retours pour voir Aminata et son fils. Il est au bout des procédures, à la rue, et n’est pas reparti en Italie. Sans doute, pour les autorités “compétentes“, les exilés ne connaissent pas l’amour et ne font des enfants que pour les papiers. Pas de procédure dérogatoire donc. Et quel zèle à expulser !

Cimade Eymoutiers : [eymoutiers@lacimade.org](mailto:eymoutiers@lacimade.org) - 06 41 45 66 17  
MAS Eymoutiers : [contact@assomas.fr](mailto:contact@assomas.fr) - 06 78 73 53 04  
Cimade Peyrelevade : [peyrelevade@lacimade.org](mailto:peyrelevade@lacimade.org) - 07.78.54.28.74  
MAS Peyrelevade : [lemaspeyrelevade@riseup.net](mailto:lemaspeyrelevade@riseup.net)

## Émile à la montagne ou prenons un peu d’altitude

Avec cette nouvelle chronique, IPNS veut prendre de la hauteur. Je vais donc m’inspirer de cette remarque d’un gendarme, à un délinquant notoire qui refusait de donner son ADN : “vous, arrêtez de me prendre de haut“.

Connaissez-vous le film “L’anglais qui gravit une colline, et redescendit une montagne“ ? (Christopher Monger, 2003), avec le beau Hugh Grant. Ce que je vais vous raconter a un peu de ces beaux débats géographiques. Comme tout le monde le sait, ou devrait savoir, le point culminant de la Haute-Vienne est le Mont Crozat, qui domine le Lac de Vassivière, à 777 m. Une légende tenace, perpétuée par l’Office Départemental de Tourisme – si, si, c’est vrai, plusieurs touristes me l’ont dit – le “vrai“ sommet est le Mont Gargan. Or notre grosse taupinière granitique culmine à 735 m ! De plus, il y a quelques jours, je consultais quelques aimables présentations de nos jolis paysages, découvrant l’imposture : le point culminant ne serait pas non plus le bois de Crozat, mais le Puy Lagarde (795 m). J’ai même trouvé incidemment le Mont Louzat (755 m). L’amusant est que chacune de ces hauteurs se trouve sur une commune différente, et voisine : Peyrat-le Château, Beaumont-du-Lac, et Nedde. Ça sent légèrement la querelle de clocher. Alors, armé de patience, de courage physique, d’un petit rapporteur (merci Pythagore), d’une boussole, et d’un pifomètre (finalement, c’est suffisant), je me lance dans une enquête de terrain. Je néglige le Mont Gargan, les souvenirs de 1944, je sature un peu. Poursuivant, je snobe le bois de Crozat, d’où l’on ne voit pas grand chose, ni d’en bas, ni d’en haut. Et puis, 777 m, ça n’est jamais que 2 m de plus que le tumulus du Puy La Besse, tout près. Les nommés ne m’intéressent pas beaucoup, je veux connaître tout de suite le gagnant. Après tout, il suffit de lire une carte. Mais pour la question du Puy Lagarde, depuis que wikipédia fait fureur, le mystère se corse – j’ai failli dire se creuse. Si vous vous rendez sur place, vous comprendrez la différence entre une colline et une montagne. Depuis un petit carrefour, entre Beaumont et LaVilledieu, on suit un chemin en assez mauvais état. On passe alors de 730 à 795 m. Souvenir d’école pour les moins jeunes, règle de 3 : 65 m en 600 m, alors ? 11 % de dénivelé. De la gnochnotte dirait Christopher Froome, et son vélo magique. Vous n’aurez qu’à essayer. Mon chien a bu deux litres d’eau au retour. En redescendant vers le hameau de Croux (Nedde), c’est pareil, gare aux gadins ! Le petit poucet est passé par là avec de (très) très gros cailloux. Mais revenons au sommet, le lieu est dit “des Trois Croix“. Elles sont bien là, un peu encombrées de fougères et genêts. Et on se rend vite compte, qu’elles sont à 10 m du chemin, du côté ... Creuse, donc commune de Faux. Eh bien, en voilà un autre point culminant, Madame Moulin, vous voyez bien que c’est vrai, la Montagne. Voilà la preuve : le plus haut sommet de Haute Vienne n’est pas le Puy Lagarde. Ouf ! crie M. le maire de Peyrat. Mais, car il y a un mais ... Si on fait 20 pas vers l’ouest, on est en Haute-Vienne. La carte confirme, on y voit très bien la courbe de niveau. Au milieu des sapins, jadis bruyères, le “point culminant“ est bien là, à 790 m. M. le maire de Beaumont jubile.

Ça fait belle lurette qu’on sait mesurer les altitudes, les égyptiens déjà. On dit bien “au niveau de la mer“, mais réchauffement climatique ou pas, elle ne montera jamais jusqu’ici. Alors, pourquoi chipoter avec des “c’est moi le plus haut“ ? D’abord, parce qu’avant 1790, nos anciens ignoraient qu’ils vivaient en Creuse ou en Haute-Vienne. Forcément, les beaumontois (pas encore du Lac) et les fallois (me trompe-je?) étaient tous “en Marche“ (le comté, pas l’autre!). Il leur suffisait d’ailleurs de lever un peu le nez, regarder au loin, les reliefs étaient bien visibles. Mais aujourd’hui, le progrès est passé par là, et les planteurs de sapins aussi, plus besoin de regarder, c’est écrit. Les guides touristiques et leurs étoiles, les sites internet, les panneaux signalétiques (quel joli mot, folie les mots !), etc ... le jeu du “je suis plus que toi“ en vaut-il la chandelle ? Because on n’en a plus, de chandelle. Cette petite enquête m’a tout de même valu une belle balade. Mais ma conclusion est assez triste : d’abord, tout le monde a tort, tout le monde a raison aussi. Et surtout, parlons-en des beaux panoramas. Le Puy Lagarde ne se voit ni d’en bas, ni d’en haut. On ne le voit de nulle part. Il faudrait classer les paysages et panoramas au Patrimoine de l’Unesco, c’est un bien commun, non ? La prochaine fois, je vous parlerai de la Montagne qui cache un plateau, et du Plateau, dont on fait toute une montagne. Mais avant, je dois aller vérifier un détail devenu d’actualité : quel est le point culminant de Creuse Grand Sud ? Parce que celui de la Creuse tout court se trouve à Saint-Oradoux-de-Chirouze (932 m), commune membre de Haute-Corrèze-Communauté ! Pour la Corrèze justement, pas de souci avec le Mont Bessou (976 m), sans discussion le plus haut sommet, mais le point culminant ne serait-il pas en haut de la tour ? N.B. Faux-la-Montagne possède 80 (!) points supérieurs à 700 m, (dont 5 de plus 800 m), mais Gentioux 25 supérieurs à 800 m. Quant à Féniers, c’est la reine des 900 : 8 (pas nombreux certes, mais la commune est toute petite). Alors, c’est qui le plus haut ?

Émile Vache



## Deux critiques radicales du système techno-industriel

Deux néo-creusois publient deux livres qui critiquent radicalement le système techno-industriel dans ses développements les plus actuels. Simon Charbonneau et Hervé Krief ont au moins deux choses en commun d’abord, ils résident l’un et l’autre depuis peu en Creuse dont ils affectionnent la campagne. Ensuite, ils sont tous les deux très inquiets des développements actuels des techno-sciences (selon le vocabulaire de Serge Latouche) ou du système technicien (si on reprend la terminologie de Jacques Ellul).

Dans *RÉSISTER à la société qu’on veut nous imposer*, aux éditions Libre et solidaire, Simon Charbonneau, professeur de droit de l’environnement rappelle ceci : “De jour en jour, nous intégrons de nouvelles catastrophes naturelles, politiques et humanitaires à notre quotidien. Alors que la démocratie libérale capitule face au bellicisme, à la xénophobie et au climato-scepticisme, nous nous en remettons aux algorithmes pour prédire un avenir qui s’annonce déjà peu radieux“. Son propos consiste, en partant d’une analyse implacable de notre monde dysfonctionnel, à esquisser un “plan de résistance auquel chacun pourra prendre part à son échelle“. Dans *Internet ou le retour à la bougie*, aux éditions Quartz, Hervé Krief, professeur de musique et musicien de haut niveau, se préoccupe de l’évolution de nos sociétés vers une dépendance de plus en plus grande du développement technique. Dans son ouvrage, après avoir constaté le succès d’Internet et des smartphones – dont beaucoup ne peuvent plus se passer – il se demande si le bonheur de la connexion permanente est vraiment gratuit. Il part alors à la recherche de la réalité des infrastructures de l’Internet, et montre “à quels renoncements, à quels sacrifices, mène la numérisation de notre environnement social, et de nos vies“. Et il cherche “comment s’y retrouver si l’on souhaite agir pour que nos choix et nos engagements assurent un monde libre,

juste, fraternel, qui préserve la vie sur terre“. Dans la même veine critique du système techno-industriel, ce courant de pensée dont les porte-drapeaux sont Jacques Ellul, Bernard Charbonneau, Ivan Illich, André Gorz, Serge Latouche... signalons également la sortie du livre d’Eric Sadin, *L’intelligence artificielle ou l’enjeu du siècle*, anatomie d’un anti-humanisme radical (Editions L’Echappée).

Jean-François Pressicaud



Notes de lectures : Michel Patinaud

“SVOBODA“ bande dessinée - Florian Cloots & Manoï

Nous souhaitons vous présenter le travail des deux auteurs : Florian Cloots, scénariste, et Manu, dit “Manoï“, dessinateur. Le premier a vécu des années sur le Plateau, où il est plutôt connu comme musicien. Il vit aujourd'hui en Bretagne. Le second habite le Lot.

Svoboda veut dire “liberté“ en russe, ce mot figurait sur les drapeaux rouges des troupes mutinées à La Courtine durant l'été 1917. Nous vous en avons déjà parlé à différentes occasions, et cette histoire commence à être enfin bien connue. Ce ne sera donc pas le sujet de l'article. Nous préférons mettre l'accent sur toute la réflexion et le travail conduisant à la naissance d'une bande dessinée historique. Florian, à l'origine du projet, a découvert cet épisode tragique dans le roman de Didier Daeninckx “La der des der“, fidèlement adaptée en BD par le célèbre Jacques Tardi. Il a ensuite beaucoup lu. Et cette plongée dans l'univers des soldats de 14-18, a fait remonter un souvenir : lorsque gamin du côté de Féniers, il faisait des promenades à dos d'âne, conduit par un vieil homme, M. Viban, qui lui disait : “j'ai été gardien des russes à La Courtine après leur mutinerie“. Mais le vieil homme n'est plus là et il a fallu aux auteurs recourir à une abondante documentation : récits, films, photos et témoignages (il y en a peu). La base est constituée par le livre de Pierre Poitevin : “La mutinerie de La Courtine“ (1938), œuvre longtemps tombée dans l'oubli. Les auteurs ont aussi bénéficié de la participation d'un historien, à l'expertise reconnue : Rémi Adam, qui signera la postface. Comme la plupart des scénaristes, Florian a eu du mal à trouver un illustrateur. Ce fut finalement Manoï. Ensemble, ils ont décidé d'une présentation originale : la BD commence en noir et blanc, la couleur apparaît avec l'arrivée à La Courtine. Ils ont suivi la chronologie complète du corps expéditionnaire russe, depuis la formation des brigades à Moscou (début 1916) jusqu'à la répression de la mutinerie (prisons, camps, bagne ...), et enfin le retour très tardif au pays natal (1920). L'histoire respecte scrupuleusement les faits, toutefois Florian et Manoï, ont souhaité les compléter par la présence de quatre soldats fictifs. Ce sont eux qui permettent la richesse des dialogues, avec beaucoup de

phrases réellement prononcées, durant le très long voyage depuis l'Orient russe, puis dans les tranchées, et à La Courtine même. Un ouvrage à découvrir fin 2018.

Florian et Manoï ont participé aux animations du centenaire organisées à La Courtine en 2017, puis ont exposé des planches et esquisses à l'Atelier de Royère (novembre 2017). On peut aussi retrouver Florian dans une émission de Radio-Vassivière :

<http://radiovassiviere.com/2017/11/samedi-11-novembre-a-latelier-de-royere-venez-feter-le-centenaire-de-la-mutinerie-de-la-courtine>



Des gaulois sur le plateau : “Même pas mort“ - Jean Philippe Jaworsky

J.P. Jaworsky est un auteur de “fantasy“ genre littéraire donnant une large place, aux mythes et au surnaturel, résumés dans l'expression : “littératures de l'imaginaire“. Dans le cas du récit présenté ci-dessous, il s'agit plutôt d'un roman historique, mais là n'est pas la question. “Même pas mort“ est le premier d'une trilogie intitulée “Les rois du Monde“ (2013, éditions Les moutons électriques). L'écrivain est aussi auteur de plusieurs jeux de rôle.

Il s'agit d'un roman d'aventures, situées à l'époque de la Gaule indépendante, vous savez “nos ancêtres“ (qui cinq siècles auparavant étaient des migrants). Le récit se développe comme dans un “film de route“ (refusons le terme anglais). Film parce que le texte est très évocateur, de route parce qu'il s'agit d'un voyage. Une autre lectrice dit ainsi : “Lire J.P.J, c'est redécouvrir qu'une phrase peut être belle et efficace, longue et rythmée, poétique et même vulgaire“. Ce premier tome est l'histoire de deux jeunes frères, plongés brutalement dans le monde des hommes, à la suite de l'assassinat de leur père, roi des Turons (Touraine). Ils sont confiés, de force, à un ambacte, sorte de guerrier professionnel, de la tribu des Bituriges (Bourges). Alors qu'ils sont encore des adolescents, et portent donc les cheveux longs (la tonsure signe l'entrée dans l'âge d'homme, donc Vercingétorix et sa chevelure ?...), ils vont participer à de nombreuses aventures guerrières. Ils doivent rejoindre à Argentate (Argentat), les Arvernes et les Lémovices (Limoges), qui ont mis le siège devant Uxellodunon (puy d'Issolud) occupé par les Ambrones (des Belges!) et les Ausques (Auch). Géographiquement, c'est plutôt tiré par les cheveux, justement. Venant du Berry actuel, ils franchissent la Cruesa, se dirigeant vers la vallée de Dordonia. Si vous suivez bien, vous devinez où on veut en venir. Regardez donc la carte, ils vont traverser le Plateau de Millevaches. L'amusant est que les noms des rivières datent d'après l'an 1000, même s'ils ont une racine celtique. Comme dunon



tiens : qui voulait dire en gaulois “forteresse“, et qu'on retrouve dans Dun, Dognon, Donjon... et peut-être Doms. Outre l'épopée, l'intérêt de ce récit se trouve dans la description – assez fidèle – des relations sociales et tribales chez les Gaulois, et de leurs liens très forts avec la nature.

“Forêts, collines, méandres des rivières : rien ne différait vraiment du pays de Neriomagos... Désormais nous ignorions le nom des cours d'eau, chaque virage du chemin nous réservait ses secrets“. Ils cheminent alors vers le sud, où la nature peut prendre une allure tour à tour séduisante ou effrayante.

“Sur les lisières, les pieux sacrés portaient les effigies de dieux qui nous étaient inconnus... par temps clair, on voyait se dresser au loin les contreforts bleu sombre d'une montagne, il s'agissait du Cemmène\* “La traversée du Plateau est pleine de poésie : “la montagne a reculé au fur et à mesure, de jour en jour, elle a pris ses aises, a haussé ses murailles de nuages, étalé ses épaulements en travers de l'horizon“. Pour la petite troupe de guerriers, il faut faire vite, et à Argentate, les ennuis commencent. A Uxel-

lodunon, le jeune Bellovèse meurt de terribles blessures. Et le mystère va s'épaissir... car il n'est pas mort ! Il reste alors quelques centaines de pages.

Cette histoire permet de découvrir la civilisation gauloise, les mœurs, les traditions, ainsi que la complexité des rivalités tribales. C'est bien, mais il faut du courage. A consommer avec modération, comme la cervoise.

\* les gaulois désignaient ainsi le Massif Central  
Rois du monde vient du celtique bitu (monde) - rix (roi).

Abécédaire du cyclisme limousin



Valentin Huot...  
Je me souviens

Je me souviens de Paris-Limoges 1954 : Valentin Huot, le régional (de Dordogne) gagne cette classique longue de près de 400 km, au nez et à la barbe des meilleurs professionnels français et belges (2e : Van Geneugden, 3e : Sabbadini). Auparavant, il s'était seulement illustré dans des compétitions régionales. Il faut rappeler que, dans les années 50 et jusqu'en 1963, la Dordogne faisait partie du comité du Limousin de cyclisme, avec les trois départements de la future région Limousin. Les journaux régionaux célèbrèrent donc la victoire d'un coureur local, ce qui n'était jamais arrivé depuis les débuts de l'épreuve, et donna un écho formidable à ce succès.

Je me souviens du Tour de France 1956, durant lequel Georges Briquet – le plus célèbre radio-reporter de l'époque (originaire de Limoges) – prononçait “huotte“ et narrait les exploits en montagne de Valentin, rivalisant avec Bahamontès et Gaul. Notre dordognaud termina 3e du Grand Prix de la Montagne.



Je me souviens des championnats de France de 1957 et 58, qui permirent à Valentin Huot de se vêtir deux ans de suite du maillot tricolore. Son premier titre, remporté au sprint face à Rohrbach, donna lieu à une polémique accusant Huot d'avoir profité du travail de son compagnon d'échappée. Par contre, son deuxième sacre national ne souffrit, lui, d'aucune réserve. À Belvès, en Dordogne, tout près de chez lui, il l'emporta au finish sur un parcours très sélectif, devant Raphaël Gémiani et Francis Mahé. C'était vraiment la consécration pour Valentin, qui confirma son niveau en terminant 6e du championnat du monde à Reims. Jouant la 3e place au sprint face à Darrigade, alors que Baldini l'emportait devant Bobet.

Dans l'abondant palmarès de Valentin Huot, nous nous contenterons d'évoquer le Grand Prix du Midi Libre en 1960. Ce coureur était un individualiste, se pliant difficilement à la discipline d'équipe. Ce qui explique que, malgré 6 participations au Tour de France, il ne courut jamais dans l'équipe nationale, mais toujours dans l'équipe régionale “Sud ouest“. Il a arrêté sa carrière en 1964, devenant fraisculteur à Manzac sur Vern, tout près de Creyssensac, son lieu de naissance (1929). Dans les environs de Vergt, capitale de la fraise en Dordogne.

Je me souviens de sa tentation pour l'écriture : en 1999, Huot publia un livre de souvenirs : *Clous et vélo percé*, sous-titré *Noblesse du pauvre*. Présenté comme un ouvrage sportif original, il aborde beaucoup de sujets, comme “le dopage, l'âme de la vertu face à l'arbre de la science“. On voit avec ces citations qu'il n'hésitait pas à énoncer des phrases ronflantes ! Il raconte aussi une histoire difficilement crédible : à l'issue d'une étape de Tour de France disputée sous la canicule, il était tellement déshydraté qu'il avait bu 40 litres d'eau minérale dans la soirée !

Valentin Huot : un personnage haut en couleurs, un petit qui n'avait pas peur des gros, s'est éteint le 21.11.2017 à 88 ans.

Jean-François Pressicaud

# Des groupements pastoraux pour remettre en valeur des terres abandonnées

Le plateau de Millevaches est une terre historique de pastoralisme. L'élevage ovin et la conduite des troupeaux étaient largement liés à des usages collectifs des territoires et basés sur les droits de parcours et de vaine pâture. Un héritage qui a été perdu mais qu'il s'agit de retrouver grâce à la création de groupements pastoraux.

Dès le Moyen Âge, l'usage collectif de certaines terres permettait de faire paître gratuitement son bétail en dehors de ses terres, dans les landes et les tourbières souvent communales. Pendant des siècles, les dents des brebis ont ainsi façonné les paysages en une mosaïque de milieux agropastoraux typiques abritant leurs cortèges d'espèces inféodées. Cependant, considérés comme un frein à l'entreprise individuelle et au progrès agricole, ces droits d'usage sont progressivement limités puis supprimés dès 1889. La notion de propriété individuelle s'impose.

### Remettre en pâturage des espaces délaissés

La suppression des parcours affecte les paysans les plus pauvres accentuant l'exode rural des terres du Plateau. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, la modernisation de l'agriculture favorise l'abandon des pratiques agricoles traditionnelles. Les systèmes d'élevage reposent de plus en plus sur la culture fourragère et les vaches remplacent progressivement les brebis. L'exploitation pastorale disparaît peu à peu. Les landes et les tourbières considérées comme des milieux peu productifs, et peu mécanisables pour ces dernières, sont délaissées. Or en l'absence de pâturage, ces milieux semi naturels vont se fermer, s'envahir d'espèces colonisatrices telles que la molinie pour les zones humides ou de ligneux, comme le genêt et le bouleau sur les zones plus sèches, et le cortège animal et végétal va perdre en diversité. La remise en pâturage de ces milieux représente donc une priorité pour le Conservatoire d'espaces naturels du Limousin (CENL). Ce mode de gestion, intégré au circuit économique local, permet non seulement aux agriculteurs d'être acteurs de la conservation de ces milieux mais également de pérenniser les pratiques adéquates grâce notamment à la signature de baux ruraux à clauses environnementales et de mesures agro-environnementales.

### Pâturage itinérant

En 2017, avec la création de 3 groupements pastoraux sur le Plateau, un nouveau type de partenariat émerge entre le CENL et des éleveurs ovins en brebis limousines. L'idée de départ est d'entretenir et de valoriser les milieux naturels du Plateau en mettant en œuvre un pâturage itinérant 6 mois par an. Pour les espaces naturels, c'est le mode de gestion pastorale idéal puisque, outre le fait de ne pas clôturer toutes les parcelles, ce qui peut représenter un énorme investissement, la conduite de troupeau par un berger permet une gestion très fine du chargement et une adaptation de la pression pastorale au gré des besoins des milieux. Pour les éleveurs, il y a aussi de nombreux avantages : le regroupement des troupeaux, l'augmentation de la surface de fauche, la diminution de la quantité de travail par le partage, l'augmentation de la rentabilité des exploitations et, peut-être à la clé, la création d'emplois (sur 6 ans de gardiennage, 4 bergers installés sur le secteur). Les groupements pastoraux peuvent permettre des installations agricoles avec moins de surface tout en gardant une autonomie alimentaire, ils sont un outil pour rouvrir des surfaces et les réintégrer à la surface agricole. Ils doivent également permettre une meilleure rémunération du travail avec le développement de la vente directe.

### Les Mille Sonnailles

Lise et Fabrice récemment installés et riches d'expériences pastorales vécues dans plusieurs coins de la France, ont décidé de créer un groupement pastoral (voir l'encadré) avec Pascal, éleveur à Millevaches. Le GP des Mille Sonnailles est créé en avril 2017. L'idée est de mélanger les troupeaux des deux exploitations, pour les mener en estive sur deux sites du CENL : la tourbière du Longeyroux et les sources de la Vienne. Préalablement, un important travail de concertation portant sur la rédaction d'une convention pluriannuelle de pâturage reproductible a eu lieu.

### Sur la tourbière du Longeyroux

Sur la plus vaste tourbière du Limousin, certaines parcelles privées étaient à l'abandon depuis une trentaine d'années, et d'autres, dont la gestion est confiée au CENL, en défaut de pâturage depuis 2012, faute de clôtures et de financement pour les poser. La tourbière avait déjà fait l'objet dès 2007 de la mise en œuvre d'un pâturage ovin itinérant grâce à un contrat Natura 2000. Près de 40 hectares de landes et tourbières avaient ainsi pu être restaurés et pâturés



**Les groupements pastoraux peuvent permettre des installations agricoles avec moins de surface tout en gardant une autonomie alimentaire**

pendant 5 ans. Cependant, malgré les efforts du CENL pour le renouveler, le pâturage itinérant n'avait pu être reconduit entre 2012 et 2016, faute de financement en période de transition entre deux programmes européens. Les efforts de restauration ont alors rapidement été effacés avec une recolonisation rapide par la molinie. Avec la création du GP des Mille Sonnailles et la nécessité d'avoir accès à des parcours cohérents, des recherches foncières sur le site ont eu lieu et plusieurs conventions entre le CENL et des propriétaires ont été signées. Au total, 60 hectares ont pu bénéficier dès 2017 de l'entretien pastoral du GP. En 2018, le troupeau s'est agrandi avec l'adhésion d'un nouvel éleveur. Le GP des Mille Sonnailles a pu contractualiser des mesures agro-environnementales climatiques sur des parcelles du CENL, de la commune de Meymac, de l'ONF et de plusieurs propriétaires privés. Ces aides ont permis de financer un poste de berger à temps partiel à partir de 2018. Issues de la politique agricole commune, elles sont versées annuellement et pour une période de 5 ans en contrepartie du respect et de l'application d'un cahier des charges pastoral adapté aux milieux naturels du Plateau.

### Des résultats visibles

Sur le site des sources de la Vienne, également géré par le CENL, un peu moins de 20 hectares sont mis à disposition du groupement pastoral. Une cinquantaine d'hectares supplémentaires en cours d'acquisition par le CENL viendront s'ajouter aux surfaces à entretenir dès la saison prochaine. Les deux premières années de partenariat avec le GP sont une réussite aussi bien pour les éleveurs que pour le CENL. Les résultats sont déjà visibles et sont plus qu'encourageants. Les brebis sortent en bonne condition de l'estive et l'état de conservation et la diversité des milieux naturels s'améliorent. Certains aménagements sont prévus dès cet hiver pour améliorer le pâturage et les conditions de

travail des bergers, comme par exemple la réalisation d'un parc de contention supplémentaire sur les landes d'A la Vue, derrière le parking du Longeyroux, ou encore la réparation d'une passerelle sur la Vézère en attendant le retour des brebis l'été prochain pour une troisième saison pastorale. Sur Peyrelevade, la même forme de partenariat est mise en œuvre entre le groupement pastoral de Peyrelevade, la commune, le CENL et plusieurs propriétaires privés pour la gestion pastorale de plus de 34 hectares. Nul doute que d'autres GP verront le jour dans un avenir proche, pour plus de liens, plus de vie et une meilleure prise en compte de la biodiversité et des paysages de notre territoire.

Marie-Caroline Mahé  
Conservatoire des espaces naturels Limousin, antenne du plateau de Millevaches

### Vous avez dit groupement pastoral ?

La "loi pastorale" (loi n°72-12 du 3 janvier 1972) reconnaît l'activité ancestrale de pâturage et d'estive et met à disposition des outils pour répondre aux attentes des gestionnaires, des propriétaires et des éleveurs. Elle offre la possibilité aux propriétaires de se regrouper au sein d'une association foncière pastorale pour assurer la mise en valeur de leurs terrains. Les éleveurs se réunissent quant à eux au sein de groupements pastoraux dans un objectif de mutualisation des investissements, de la main d'œuvre et du matériel. Le lien entre les deux structures prend la forme d'une convention pluriannuelle de pâturage. Cette forme de partenariat, largement utilisée dans le sud de la France, commence à émerger sur le Plateau de Millevaches avec à ce jour, 3 jeunes groupements pastoraux.